

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE n°20240417-DEC-DACA0396 en date  
du 31 juillet 2024**

**portant autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière de la  
SAS ROFFAT  
Lieu-dit « Estropy »  
Commune de PUYGIRON**

**Le Préfet de la Drôme  
Chevalier de la Légion d'honneur**

**VU** la directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

**VU** le Code de l'environnement, et notamment les articles L. 181-1 et suivants, L.163-5, L.411-1, L.411-1A, L.411-2, R.411-6 et R.181-45 et suivants, L. 511-1, L.512-2 ;

**VU** le Code forestier, et notamment ses articles L 341-1 et suivants et R 341-1 et suivants ;

**VU** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

**VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

**VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

**VU** le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale et notamment son article 16 ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'Annexe de l'article R.511-9 du Code de l'environnement, notamment les rubriques 2510, 2515 et 2517 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 modifié fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 modifié fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 janvier 2021 fixant la liste des amphibiens et des reptiles représentés sur le territoire métropolitain protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection ;

**VU** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R516-1 et suivants du Code de l'environnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

**VU** l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;

**VU** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

**VU** l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;

**VU** l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

**VU** l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;

**VU** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement du 11 avril 2024 ;

**VU** le schéma régional des carrières de la région Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du 8 décembre 2021 ;

**VU** le schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires approuvé par arrêté du 10 avril 2020 ;

**VU** le plan local d'urbanisme prévu aux articles L151-1 et suivants du Code de l'urbanisme ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 756 du 21 février 1997 autorisant monsieur Maurice GILLES à exploiter une carrière de roches massives calcaires et une installation de traitement de matériaux sur le territoire de la commune de Puygiron au lieu-dit « Estropy » sur une superficie de 85 005 m<sup>2</sup> et pour une durée de 15 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 7193 du 25 novembre 1997 modifiant les conditions d'exploitation de la carrière précitée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 03-1093 du 27 mars 2003 relatif à la mise en place des garanties financières pour la carrière précitée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 07-5449 du 8 novembre 2007 autorisant la SAS ROFFAT à se substituer à monsieur Maurice GILLES pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2014174-0009 du 23 juin 2014 autorisant la SAS ROFFAT à exploiter une carrière de roches massives calcaires sur le territoire de la commune de Puygiron au lieu-dit « Estropy » sur une superficie de 8,5 ha pour une durée de 7 ans ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 12 février 2021 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2022 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 20230124-DEC-DACA0062 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 20240207-DEC-DACA0100 portant prolongation d'exploiter la carrière de la SAS ROFFAT lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron ;

**VU** la demande d'autorisation environnementale présentée, le 2 décembre 2021, par la SAS ROFFAT concernant le renouvellement et l'extension de sa carrière au lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron incluant la demande d'autorisation de défrichement conformément à l'article D181-15-9 du Code de l'environnement et la demande de dérogation à l'interdiction de destruction des espèces et des habitats d'espèces animales protégées au titre de l'article L.411-2 du Code de l'environnement (Cerfa n°13616\*01 et n°13614\*01) ;

**VU** le choix du demandeur de verser une indemnité compensatrice au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 4 décembre 2023 portant ouverture d'une enquête publique du 10 janvier au 9 février 2024 inclus concernant la demande susvisée ;

**VU** les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact ainsi que le mémoire en réponse remis par le pétitionnaire en cours de procédure ;

**VU** l'avis favorable du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) en date du 5 janvier 2023 ;

**VU** le mémoire en réponse de l'exploitant aux recommandations du CSRPN en date du 28 septembre 2023 ;

**VU** l'avis n°2022-ARA-AP-1364 de l'autorité environnementale en date du 4 juillet 2023 ;

**VU** le mémoire en réponse de l'exploitant aux recommandations de l'autorité environnementale en date du 5 octobre 2023 ;

**VU** les avis et observations exprimés dans le cadre de l'enquête réglementaire et le mémoire en réponse de l'exploitant du 13 juillet 2023 ;

**VU** l'avis favorable du commissaire-enquêteur au renouvellement-extension de la carrière au lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron en date du 9 mars 2024 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 juin 2024 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 5 juin 2024 par courriel et ses réponses en date du 10 juin 2024, du 11 juillet 2024 et du 12 juillet 2024 ;

**VU** l'avis de la CDNPS en date du 13 juin 2024 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

**CONSIDÉRANT** que le projet présenté concerne le renouvellement et l'extension de l'autorisation d'exploiter accordée par l'arrêté modifié n°2014174-0009 du 23 juin 2014 ;

**CONSIDÉRANT** que du gisement est présent au niveau des parcelles jouxtant l'exploitation existante ;

**CONSIDÉRANT** que la carrière et son extension sont situées dans le périmètre de protection rapproché du captage public d'alimentation en eau potable « La Vesque » situé sur la commune de MONTBOUCHER-SUR-JABRON protégé par un arrêté de déclaration d'utilité publique en cours de révision ;

**CONSIDÉRANT** que la carrière et son extension ont été pris en compte dans le cadre du rapport de l'hydrogéologue agréé de décembre 2020 et que les mesures de prévention requises pour l'exploitation de la carrière et de son extension sont intégrées dans le présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitation n'entraîne pas d'incidence sur la zone Natura 2000 « Rivière du Roubion » ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

**CONSIDÉRANT** que les mesures proposées permettent la préservation des intérêts énumérés par l'article L.112-1 du Code forestier et celle des fonctions définies à l'article L.341-5 du même code ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L.341-6 du Code forestier l'autorisation de défrichement est subordonnée à une ou plusieurs conditions prévues par cet article ;

**CONSIDÉRANT** que la protection de l'environnement et des riverains sera assurée par des dispositions spécifiques mises en œuvre sur la carrière, en particulier concernant les conditions d'exploitation, les eaux souterraines, l'envol des poussières, l'impact sonore, le milieu naturel, les tirs de mines, les périodes d'exploitation et la remise en état ;

**CONSIDÉRANT** que l'impact des travaux fera l'objet de contrôles et de suivis par l'exploitant notamment des niveaux sonores, des retombées de poussières, des vibrations, des remblais extérieurs, de l'impact sur le milieu naturel, des cotes et limites d'exploitation ;

**CONSIDÉRANT :**

- que le projet permet de conserver et pérenniser une carrière en activité dans un secteur demandeur en granulats, et d'anticiper des tensions d'approvisionnement et des pénuries croissantes en matériaux ;

- que le maintien de cette activité permet de répondre aux besoins locaux du bassin de Montélimar et des marchés de la construction et des Travaux Publics, en assurant des approvisionnements de proximité respectueux de l'environnement et favorisant les circuits courts ;
- que cette carrière est la seule du département de la Drôme à être agréée par la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) pour la fourniture d'enrochements, nécessaires aux travaux qu'elle mène notamment dans ce département ;
- que le projet répond aux orientations et préconisations du schéma régional des carrières en privilégiant l'exploitation de carrières de roches massives aux carrières de matériaux alluvionnaires ;
- que le projet permet de poursuivre l'accueil et le réemploi de déchets inertes sur le secteur, fournissant ainsi une filière de prise en charge des matériaux inertes non recyclables à un coût maîtrisé, et d'un point de vue environnemental un suivi des matériaux avec des distances de transport réduites ;
- que le projet répond par conséquent à des raisons impératives d'intérêt public majeur ;

**CONSIDÉRANT :**

- que la position de la carrière est stratégique pour la fourniture d'enrochements certifiés sur l'axe rhodanien, grand consommateur de ces produits spécifiques ;
- qu'il reste, en continuité de l'emprise existante, un gisement de qualité disponible sur cette zone et accessible du fait de l'existence de l'activité ;
- que l'ouverture d'une carrière nouvelle générerait un impact sur les milieux naturels et les espèces protégées plus important que le renouvellement d'un site existant disposant déjà de toutes les infrastructures ;
- que parmi les alternatives étudiées, il ressort par conséquent que le site est le plus adapté pour accueillir le projet (positionnement géographique cohérent, qualité de gisement, évitement maximal des enjeux écologiques et paysagers, éloignement par rapport aux lieux d'habitat dispersés et au centre bourg, infrastructures existantes) ;
- qu'une remise en état à vocation naturelle est prévue au fur et à mesure de l'exploitation, et que toutes les mesures pertinentes de suppression et de limitation des impacts ont été envisagées et sont retenues dans la présente autorisation ;
- qu'il n'existe, par conséquent, aucune solution alternative de moindre impact à la destruction des espèces et des habitats d'espèces tel qu'envisagé ;

**CONSIDÉRANT** que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations d'espèces protégées concernées dans leur aire de répartition naturelle compte tenu des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivis mises en œuvre, telles que détaillées ci-après (Titre IV) ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions du présent arrêté permettent ainsi d'assurer le respect des conditions de délivrance de la dérogation mentionnées au 4° de l'article L.411-2 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** qu'aux termes de l'article L.512-1 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le demandeur entendu ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Drome

**ARRÊTE**

**TITRE 1 - DONNÉES GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION**

### Article 1 – Autorisation

La SAS ROFFAT – 305 Route de Bellevue – 26600 MERCUROL est autorisée sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté à exploiter les activités désignées ci-après, sur le territoire de la commune de Puygiron au lieu-dit « Estropy » sur une superficie de 13 ha 55 a 34 ca dont 11 ha 29 a 25 ca exploitables dans les limites définies sur le plan joint en annexe I au présent arrêté.

Nature de l'activité	Volume de l'activité	Rubrique	Classement
Exploitation d'une carrière de roches massives calcaires	Production maximale : 220 000 t/an Production moyenne : 180 000 t/an Durée : 30 ans Superficie totale : 13ha 55a 34ca	2510-1	Autorisation
Installation de broyage, concassage, criblage...	Puissance totale des installations : 821 kW	2515-1-a	Enregistrement
Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Superficie maximale : 10 000 m <sup>2</sup>	2517-2	Déclaration

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de la demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La présente autorisation environnementale tient également lieu de dérogation aux interdictions édictées pour la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats en application du 4° de l'article L. 411-2 du Code de l'environnement.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

### Article 2 – Caractéristiques de l'autorisation

Les parcelles concernées sur la commune de Puygiron sont les suivantes :

Lieu-dit	Section	Numéro	Surface cadastrale totale	Surface totale autorisée	Dont surface en extraction
Estropy	A	324	1ha 05a 75ca	1ha 05a 75ca	6ha 59a 82ca
		325	18a 87ca	18a 87ca	
		326	27a 63ca	27a 63ca	
		327	1ha 67a 47ca	1ha 67a 47ca	
		328	71a 07ca	71a 07ca	
		329	1ha 55a 56ca	1ha 55a 56ca	
		330	1ha 48a 11ca	1ha 48a 11ca	
		331	1ha 12a 17ca	1ha 12a 17ca	
		332	19a 52ca	19a 52ca	
		333	31a 96ca	31a 96ca	
		322	37a 72ca	37a 72ca	4ha 97a 23ca
		323	5ha 81a 41ca	4ha 59a 51ca	
TOTAL				13ha 55a 34ca	11ha 29a 61ca

L'autorisation est accordée pour une durée de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse.

Les mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivis prévues à l'article 8.3 sont mises en œuvre selon la durée prescrite aux mesures MC1 à MC4, MA1 à MA4 et MS1 à MS3.

Sauf chantier exceptionnel d'enrochements pour raison de sécurité publique, l'activité d'extraction des matériaux (tirs de mines) n'est pas autorisée entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> septembre.

En cas de nécessité d'extraction pendant la période non autorisée, l'exploitant devra préalablement en informer l'inspection des installations classées.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation à ciel ouvert de roches massives calcaires devant conduire en fin d'exploitation à une remise en état à vocation naturelle, suivant le plan de phasage joint en annexe II au présent arrêté.

- L'exploitation est réalisée hors d'eau.
- La hauteur de la découverte est de 0,50 m ;
- La hauteur maximale de banc exploitable est de 82 m ;
- La hauteur maximale des gradins est de 15 m ;
- La cote limite en profondeur est de 140 m NGF pour l'exploitation, soit 10 m au-dessus du niveau des plus hautes eaux connu ;
- Le volume du gisement apporté par l'extension est estimé à 2 500 365 m<sup>3</sup> (6 125 885 t). La production moyenne annuelle autorisée est de 180 000 tonnes et la production maximale annuelle autorisée est de 220 000 tonnes ;
- La quantité de stériles est de l'ordre de 10 % du gisement soit 250 035 m<sup>3</sup> (612 585 t) ;

## **TITRE II – RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

### **Article 3 – Réglementation Générale**

Sont notamment applicables à cette exploitation :

- l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2517 : « Station de transit de produits minéraux solides à l'exclusion de ceux visés par d'autres rubriques » ;
- l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, « y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 » ;
- l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté du 23/01/97 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- la circulaire du 23/07/86 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **Article 4 – Clôture**

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

## **Article 5 – Barrières**

L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

## **Article 6 – Dispositions préliminaires**

### **6.1 – Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

### **6.2 – Bornage**

L'exploitant est tenu de placer :

- 1°) des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
- 2°) le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

### **6.3 – Eaux de ruissellement**

Les eaux de ruissellement issues de la piste d'accès à la carrière devront être gérées de façon à éviter les salissures sur la route départementale n°126.

Dans la zone nord du site (zone administrative et plateforme de stockage / commercialisation), les eaux de ruissellement sont collectées dans un bassin de 130 m<sup>3</sup>.

Sur le carreau du site, les eaux de ruissellement sont collectées dans un bassin d'orage, dimensionné pour une pluie d'occurrence décennale et muni d'une couche de matériaux filtrants afin de piéger les impuretés. Ces matériaux filtrants seront curés dès que nécessaire et à minima une fois par an au début de l'automne de préférence, avant les périodes pluvieuses. Les matériaux extraits de ce bassin seront mis en décharge sur un site agréé. Si le fond du bassin est situé à une cote inférieure à 140 m NGF, il devra être étanché.

Ces bassins sont régulièrement entretenus et curés.

### **6.4 – Accès à la carrière**

L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité.

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique, et conformément aux préconisations des services techniques du département.

En particulier, l'entrée / sortie de la carrière sera aménagée avec la création d'une aire de dégagement pour la sortie de la carrière dans un délai d'un an après la délivrance de l'autorisation préfectorale afin d'améliorer la sécurité pour les usagers de la RD126 ;

### **6.5– Déclaration de début d'exploitation**

Avant de débiter l'exploitation au titre du présent arrêté, l'exploitant doit :

- réaliser les travaux mentionnés aux articles 4, 5 et 6.1 à 6.3 du présent arrêté ;
- fournir le document établissant la constitution des garanties financières prévu à l'article 20 du présent arrêté ;
- notifier au préfet de la Drôme et au maire de la commune de Puygiron, la mise en service de l'exploitation.

## **TITRE III - EXPLOITATION**

## **Article 7 – Dispositions particulières d'exploitation**

### **7.1 – Défrichage, décapage des terrains, débroussaillage**

Le déboisement et le défrichage éventuels sont réalisés par phases progressives correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Afin de prévenir les risques d'incendie, et en application de l'article L 322-3 du Code forestier, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires dans un rayon de 50 mètres autour du périmètre autorisé.

Le défrichement est autorisé sur les parcelles suivantes de la commune de Puygiron :

Commune	Section	N°	Surface totale ha	Surface demandée ha
Puygiron	A	322	0,3772	0,3550
Puygiron	A	323	5,8141	4,0398
Puygiron	A	324	1,0575	0,1282
Puygiron	A	325	0,1887	0,0030
<b>Total Surfaces</b>				<b>4,5260</b>

Le coefficient multiplicateur mentionné au 1° de l'article L. 341-6 du Code forestier est fixé à 1.

### **7.2 – Conditions d'autorisation de défrichement**

L'autorisation délivrée est subordonnée au versement d'une indemnité de 20 637 € au Fonds Stratégique pour la Forêt et le Bois (FSFB).

### **7.3 – Période**

Le droit de défricher ne pourra être exercé que pendant 30 ans à compter de la date de mise en œuvre du présent arrêté et conformément à l'échéancier suivant :

Année	Surface
N à N + 4	1 ha 83 a 50 ca
N +5 à N+ 9	28 a 00 ca
N +10 à N +14	13 a 30 ca
N +15 à N + 19	55 a 20 ca
N + 20 à N + 24	86 a 40 ca
N + 25 à N + 29	85 a 90 ca

L'année N correspond à l'année de mise en œuvre de la présente autorisation.

### **7.4 – Publicité du défrichement**

La présente autorisation fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de situation du terrain. L'affichage a lieu quinze jours



au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant deux mois et sur le terrain pendant la durée des opérations du défrichement.

Le bénéficiaire dépose à la mairie de situation du terrain le plan cadastral des parcelles à défricher pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

#### **7.5 – Patrimoine archéologique :**

Toute découverte de vestiges archéologiques sera signalée immédiatement au service régional de l'archéologie, conformément à l'article L 531-14 du Code du patrimoine, ainsi qu'à la mairie, avec copie à l'inspection des installations classées.

#### **7.6 – Patrimoine géologique :**

Toute découverte liée au patrimoine géologique sera signalée immédiatement au service régional de l'archéologie, ainsi qu'à la mairie, avec copie à l'inspection des installations classées.

#### **7.7 – Épaisseur d'extraction**

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote NGF de 140 m, pour une épaisseur d'extraction totale de 82 m.

#### **7.8 – Abattage à l'explosif**

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables.

Sauf chantier exceptionnel d'enrochements pour raison de sécurité publique, l'activité d'extraction des matériaux (tirs de mines) n'est pas autorisée entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> septembre.

En cas de nécessité d'extraction pendant la période non autorisée, l'exploitant devra préalablement en informer l'inspection des installations classées.

La puissance des tirs de mines est déterminée de manière à limiter les ébranlements en profondeur. Les plans de tir sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **7.9 – Conduite de l'exploitation**

L'extraction est menée à ciel ouvert, à flanc de relief suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- défrichement de la zone à extraire ;
- décapage de la terre arable de couverture et le traitement des zones superficielles : opération de découverte ;
- extraction du gisement par utilisation de tirs d'abattage et de tirs de terrassement de type ébranlement.
- traitement des produits d'abattage : concassage criblage pour la fabrication de granulats / tri et fabrication des enrochements ;
- stockage puis commercialisation des produits finis ;
- exploitation en 6 phases de 5 ans ;
- réaménagement coordonné à l'exploitation conformément au plan de phasage.

Le plan relatif à la description du phasage est joint en annexe II au présent arrêté.

#### **7.10 – Aspect paysager**

Afin d'atténuer l'impact visuel, la poursuite de l'exploitation de la carrière actuelle et de son projet d'extension sont menés par phases successives d'extraction coordonnées à des phases conjointes de travaux de réaménagement des secteurs mis en position définitive.

#### **7.11 – Distances limites et zones de protection :**

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres. Cependant les limites d'exploitation seront maintenues à 35 mètres des limites de propriété le long de la RD 126, de manière à conserver un massif boisé qui jouera le rôle d'écran visuel.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des

excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur. L'exploitant doit prendre toutes les dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques et des canalisations enterrées.

## 7.12 – Registres et plans

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Sur le plan sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

## TITRE IV – DÉROGATION AUX MESURES DE PROTECTION STRICTE DE LA FAUNE ET DE LA FLORE SAUVAGES

### Article 8 – Objet de la dérogation

Dans le cadre du renouvellement et de l'extension de la carrière au lieu-dit « Estropy » sur la commune de Puygiron, le bénéficiaire est autorisé, ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent titre, à :

- capturer ou enlever, détruire et perturber intentionnellement des spécimens d'espèces animales protégées,
- détruire, altérer ou dégrader des sites de reproduction ou des aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées,

tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
<b>REPTILES</b>				
Couleuvre d'Esculape ( <i>Zamenis longissimus</i> )		X	X	X
Couleuvre verte et jaune ( <i>Hierophis viridiflavus</i> )		X	X	X
Lézard à deux raies ( <i>Lacerta bilineata</i> )		X	X	X
Lézard des murailles ( <i>Podarcis muralis</i> )		X	X	X
<b>MAMMIFÈRES</b>				
Petit murin ( <i>Myotis blythii</i> )			X	X
Barbastelle d'Europe ( <i>Barbastella barbastellus</i> )			X	X
Noctule de Leisler ( <i>Nyctalus leisleri</i> )			X	X
Petit rhinolophe ( <i>Rhinolophus hipposideros</i> )			X	X
Pipistrelle pygmée ( <i>Pipistrellus pygmaeus</i> )			X	X
Murin à moustaches ( <i>Myotis mystacinus</i> )			X	X
Murin de Daubenton ( <i>Myotis daubentonii</i> )			X	X
Murin de Natterer ( <i>Myotis nattereri</i> )			X	X
Oreillard gris ( <i>Plecotus austriacus</i> )			X	X
Pipistrelle commune ( <i>Pipistrellus pipistrellus</i> )			X	X

ESPÈCES ANIMALES Nom commun et nom scientifique	Capture ou enlèvement de spécimens	Destruction de spécimens	Perturbation intentionnelle de spécimens	Destruction, altération ou dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos
Pipistrelle de Kuhl ( <i>Pipistrellus kuhlii</i> )			X	X
Sérotine commune ( <i>Eptesicus serotinus</i> )			X	X
Hérisson d'Europe ( <i>Erinaceus europaeus</i> )		X	X	
<b>INSECTES</b>				
Zygène cendrée ( <i>Zygaena rhadamanthus</i> )		X	X	X
Proserpine ( <i>Zerynthia rumina</i> )	X	X	X	X
<b>OISEAUX</b>				
Engoulevent d'Europe ( <i>Caprimulgus europaeus</i> )			X	X
Epervier d'Europe ( <i>Accipiter nisus</i> )			X	X
Grimpereau des jardins ( <i>Certhia brachydactyla</i> )			X	X
Loriot d'Europe ( <i>Oriolus oriolus</i> )			X	X
Mésange bleue ( <i>Cyanistes caeruleus</i> )			X	X
Mésange charbonnière ( <i>Parus major</i> )			X	X
Fauvette à tête noire ( <i>Sylvia atricapilla</i> )			X	X
Mésange à longue queue ( <i>Aegithalos caudatus</i> )			X	X
Pinson des arbres ( <i>Fringilla coelebs</i> )			X	X
Rossignol philomèle ( <i>Luscinia megarhynchos</i> )			X	X
Rougegorge familier ( <i>Erithacus rubecula</i> )			X	X
Bruant zizi ( <i>Emberiza cirlus</i> )			X	X
Sérin cini ( <i>Serinus serinus</i> )			X	X
Bergeronnette grise ( <i>Motacilla alba</i> )			X	
Rougequeue noir ( <i>Phoenicurus ochruros</i> )			X	

Le bénéficiaire s'assure du respect de l'ensemble de ces obligations par tous les intervenants sur les chantiers concernés par le présent titre.

#### **Article 9 – Périmètre de la dérogation**

Le bénéficiaire se conforme strictement au périmètre défini en annexe I du présent arrêté (emprise d'extension).

#### **Article 10 – Conditions de la dérogation – Prescriptions**

Le bénéficiaire ainsi que ses éventuels mandataires opérant dans le cadre de l'exécution des prescriptions du présent arrêté respectent les engagements pris dans le dossier et ses compléments, sous réserve des dispositions suivantes :

##### **10.1 – Mesure d'évitement des impacts**

###### **ME1 – Mise en défens des secteurs écologiques remarquables et fonctionnels**

Les secteurs écologiques à enjeux (boisements, prairie thermophile semée) font l'objet d'une mise en défens à l'aide de barrières ou d'un merlon en bordure de digue périphérique, afin de prévenir d'éventuelles altérations par les engins de chantier. La cartographie en annexe III localise les emplacements des mises en défens :

- sur le secteur 1, un merlon périphérique est créé avant le démarrage de l'exploitation de ce secteur ;
- sur le secteur 2, des barrières Héras sont posées en phase de travaux, puis un merlon est créé lorsque le phasage atteint ce périmètre.

Les dispositifs de mise en défens sont maintenus durant la durée des travaux et de la phase d'exploitation.

La station d'Aristolochie pistoloche (*Aristolochia pistolochea*), localisée sur la cartographie en annexe IV, est évitée par le projet. Une zone tampon de 10 m est matérialisée autour de la station pour éviter tout impact durant la phase d'exploitation.

## **10.2 – Mesures de réduction des impacts**

### MR1 – Adaptation du calendrier écologique pour la préparation des terrains

Les travaux de défrichement, de déboisement et de débroussaillage sont réalisés entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 31 octobre.

### MR2 – Échelonnement spatio-temporel des opérations de découverte

Afin de réduire les perturbations sur les espèces animales et de limiter le risque de destruction des individus, un échelonnement spatio-temporel des opérations de défrichement et de débroussaillage est mis en œuvre, comme illustré en annexe II.

### MR3 – Protocole d'abattage spécifique et mise en dépôt des arbres à coléoptères saproxylophages

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- un contrôle des troncs et des branches est réalisé par un entomologue (spécialiste des insectes) avant l'abattage des arbres pour vérifier la présence de coléoptères saproxylophages ;
- un marquage et un balisage des arbres sur lesquels la présence de coléoptères saproxylophages est certaine ou probable sont réalisés par un entomologue ;
- les troncs et les branches occupés par les coléoptères saproxylophages sont transportés au sein de la bande des 10 mètres de l'emprise ICPE, localisée en annexe IV, et stockés en lisière bien exposée et ensoleillée (loges larvaires orientées vers le soleil) afin de permettre aux imagos de quitter définitivement l'arbre occupé.

## **10.3 – Mesures de compensation des impacts**

### MC1 – Gestion écologique du périmètre de la carrière et des parcelles compensatoires

Un plan de gestion écologique du site et des parcelles de compensation est rédigé et transmis, pour validation, à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes ([pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)), au plus tard 6 mois après la signature de la présente autorisation.

Le plan de gestion détaille la mise en œuvre des actions suivantes sur une durée de 30 ans : entretien des milieux ouverts et semi-ouverts, réouverture de secteurs ourlifiés (roncier), mise en place d'une gestion différenciée, adaptation de l'éclairage, entretien du réseau bocager (MC3), modalités de gestion prévues dans le cadre de la remise en état (entretien des mares, des gîtes à reptiles, etc.), dispersion d'Aristolochie pistoloche par ensemencement et/ou transplantation sur les banquettes remises en état sur la carrière en exploitation, utilisation du label « Végétal local », création de gîtes artificiels (mesure MA1), campagne annuelle de lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes (MA4), suivis écologiques (MS1 à MS3), etc.

La cartographie en annexe V localise les opérations de gestion à effectuer sur les périmètres de la carrière, de l'extension et des parcelles de compensation.

Un organisme spécialisé dans la gestion des milieux naturels est désigné au plus tard un an après la signature de la présente autorisation pour assurer la gestion du site et des mesures de compensation.

### MC2 – Création d'îlots de senescence

Sur les parcelles identifiées en annexe VI (parcelles n° C55, C57, C169, C171, C193, C194), d'une surface totale d'environ 5,98 ha, des îlots de sénescence sont mis en place à la signature de la présente autorisation et sans limite de durée.

Une libre évolution naturelle des boisements mésophiles et thermophiles est respectée, en proscrivant toute exploitation et intervention sylvicole.

Les parcelles sont intégrées au réseau FRENE (Forêts Rhône-alpines en Évolution Naturelle).

### MC3 – Restauration écologique du réseau bocager périphérique à la carrière

Une plantation de haies vives bocagères sur un linéaire de 1 800 mètres est réalisée au plus tard un an après la signature de la présente autorisation et gérée écologiquement durant toute la durée d'exploitation de la carrière.

Les prescriptions suivantes sont respectées :

- les plants sont issus d'une démarche de production garantissant leur origine locale type « label végétal local ». Le choix des espèces à planter exclut toute espèce exotique ou envahissante et également tous les cultivars. Le certificat de traçabilité de l'origine des plants est transmis au pôle

Préservation des milieux et des espèces (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) de la DREAL ;

- les espèces à planter, recommandées dans le cadre de cette opération, sont les suivantes : Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Charme (*Carpinus betulus*), Érable champêtre (*Acer campestre*), Frêne commun (*Fraxinus excelsior*), Merisier (*Prunus avium*), Prunelier (*Prunus spinosa*), Noisetier (*Corylus avellana*), Troène commun (*Ligustrum vulgare*), etc. ;
- les plants sont mis en place à la saison favorable (entre novembre et mars) sur un sol préparé à l'amont : décompacté en profondeur (sous-solage profond à 60 cm idéalement) et affiné. Des protections anti-gibiers adaptées (gainés de protection climatique) sont installées et entretenues tant qu'elles sont nécessaires. Elles sont biodégradables autant que possible (carton) ou retirées dès que les plants sont suffisamment robustes. Une mise en défens pérenne est mise en place si nécessaire (notamment en cas de mise en place de pâturage) ;
- les plantations sont réalisées en quinconce sur trois rangées espacées de 1 mètre maximum avec un espacement de 1 mètre maximum dans la ligne de plantation ;
- les espèces plantées sont variées (minimum de 6 espèces, espèce dominante représentant au maximum 30 % des plantations, présence d'espèces persistantes et caduques) avec la présence de strates arborées, arbustives et herbacées de manière à augmenter la diversité, créer un maximum d'habitats et maximiser l'étalement de la période de fructification de la haie (nourrissage) ;
- le séquençage ne doit pas être régulier afin d'éviter l'aspect artificiel de la haie. Les arbres de haut jet sont espacés d'une distance comprise entre 8 et 16 mètres. En lisière de haie, une bande enherbée de 1,5 mètre est conservée de part et d'autre afin d'assurer les fonctions biologiques de toutes les espèces fréquentant la haie ;
- un arrosage abondant des plantations (30 litres par plant à chaque arrosage) est à prévoir la première année durant les périodes du printemps et d'été les plus sèches. Les plants sont formés (taille si nécessaire) et entretenus durant les 5 ans suivant leur mise en place afin de favoriser leur implantation. Les plants morts sont systématiquement remplacés durant cette période. Par la suite, l'objectif est l'obtention d'une haie à deux/trois strates (arborée, arbustive et herbacée) et la gestion vise la libre évolution autant que possible (les plants morts et le lierre sont ainsi conservés). Des interventions (tailles ou coupes) ponctuelles, notamment en bordure de parcelles ou de voiries/chemins, peuvent toutefois être réalisées en cas de risque avéré pour la sécurité des biens ou des personnes, après validation de la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) ;
- des outils respectueux de la végétation permettant une taille nette et franche qui n'éclate pas les branches sont utilisés (lamier, barre-sécateur, tronçonneuse, élagueuse, sécateur de force, scie à main, taille-haie...). L'usage de l'épareuse est ainsi proscrit pour les branches d'un diamètre supérieur à 2 cm. Toute opération de taille ou coupe est effectuée entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> mars, hors période de reproduction des oiseaux. Au maximum, 50 % du linéaire de haie est taillé par année afin de maintenir une haie riche en baies pendant toute la période hivernale. Une partie des produits de taille est laissée sur place. Les bandes enherbées et strates herbacées font l'objet d'une seule fauche tardive tous les ans ou tous les deux ans suivant les dynamiques de végétation, entre le 1<sup>er</sup> octobre et le 1<sup>er</sup> mars. L'utilisation de produits phytosanitaires est proscrite.

La cartographie en annexe VII localise les linéaires de haies plantées.

#### MC4 – Remise en état du site à vocation écologique

Après le remblaiement partiel sur environ 10 m du fond de fouille de la carrière, à l'aide de matériaux inertes, une remise en état à vocation écologique est effectuée.

Le carreau remblayé est laissé en libre évolution, c'est-à-dire que la dynamique naturelle de la végétation se développe et évolue en une mosaïque de pelouses et de fourrés arbustifs.

Les fronts de taille sont talutés puis ensemencés et plantés d'essences arborescentes. L'utilisation du label "végétal local" est à privilégier dans le cadre de cette mesure. Les essences utilisées sont choisies afin de s'adapter au mieux au territoire, au climat, au type de sol, aux espèces ciblées par la compensation, à la forme de la haie souhaitée. Les espèces à planter dans le cadre de cette opération sont les suivantes : Aubépine monogyne (*Crataegus monogyna*), Cornouiller sanguin (*Cornus sanguinea*), Érable champêtre (*Acer campestre*), Merisier (*Prunus avium*), Prunelier (*Prunus spinosa*), Noisetier (*Corylus avellana*), Troène commun (*Ligustrum vulgare*), etc. Les modalités d'entretien définies à la mesure MC3 sont appliquées.

Les éboulis et les pierriers sont laissés sur place pour créer des habitats en faveur des reptiles.

Les eaux de ruissellement sont recueillies pour créer des mares et des ornières temporaires.

Cette mesure est mise en place durant toute la durée d'exploitation de la carrière et fait l'objet d'une gestion écologique jusqu'à 5 ans après l'arrêt des activités d'extraction de la carrière.

Les principes de la remise en état du site sont illustrés en annexe IX.

#### **10.4 – Mesures d'accompagnement**

##### **MA1 – Assistance à maîtrise d'ouvrage par un écologue**

Préalablement au lancement du chantier, un coordinateur de chantier spécialisé en écologie, écologue de formation et de métier, est missionné par le maître d'ouvrage. Son rôle consiste notamment à :

- participer à l'élaboration des moyens et supports permettant de faire de la communication et de la sensibilisation pour les intervenants du chantier ;
- animer une réunion de lancement et de sensibilisation sur site. L'objectif est de localiser in situ et d'expliquer au chef de chantier et aux différentes entreprises les enjeux écologiques du site que l'opérateur s'est engagé à respecter ;
- assurer un suivi régulier du chantier (*a minima* lors des années spécifiées aux mesures de suivi, à savoir N+1, N+5, N+10, N+20 et N+30) et plus particulièrement de la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Chaque visite fait l'objet d'un compte-rendu synthétique et illustré présentant l'objet de la visite et les constats réalisés. Les comptes-rendus sont transmis en version informatique à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes ([pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)) dans les sept jours qui suivent la visite ;
- coordonner la mise en défens des espèces et milieux naturels sensibles ;
- veiller au maintien en bon état et au respect des dispositifs de mise en défens durant toute la phase d'exploitation ;
- coordonner la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivis ;
- contrôler l'état du site, notamment vis-à-vis des enjeux écologiques ;
- répondre aux interrogations des entreprises en charge des travaux, les conseiller et leur offrir un appui technique indispensable à une bonne prise en compte des enjeux écologiques.

Un bilan est établi sur la qualité et la suffisance des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement. Celui-ci est adressé en version informatique à la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes ([pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr](mailto:pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr)) au plus tard le 31 janvier de l'année suivant la fin d'exploitation.

##### **MA2 – Installation de gîtes artificiels pour les reptiles et les petits mammifères**

Au sein de la bande des 10 m de la carrière, des gîtes artificiels pour les reptiles et les petits mammifères sont créés sur un linéaire minimal d'environ 500 m, en proposant plusieurs aménagements de 50 m x 5 m.

Des tas d'éléments grossiers (branches et gros cailloux) sont placés sur le sol préalablement décompacté et légèrement surcreusé, permettant de créer des interstices dans lesquels pourra se glisser la petite faune. Le sommet des hibernaculums est constitué d'éléments plus fins et plus imperméables afin de créer une couche protectrice (branchages fins avec feuilles, couches de végétation et mousses...) mais aussi de tas de branches, gros blocs, etc.

Un entretien régulier est réalisé sur toute la durée d'exploitation du site : recharge en matériaux, débroussaillage selon les besoins identifiés au cours des suivis naturalistes.

##### **MA3 – Création de corniches à Grand-duc d'Europe**

Au plus tard lors du démarrage de la phase 2 d'exploitation (après N+5), des cavités sur les fronts de tailles sont créées en respectant les prescriptions suivantes :

- la profondeur des cavités est de 1 m à 1,5 m ;
- le fond des cavités est recouvert de terre ou de sable pour que le nid puisse être creusé (orientation sud-est ou sud-ouest) ;
- les cavités sont positionnées à 10 mètres de hauteur minimum du carreau de la carrière, avec un surplomb protecteur, une vire d'environ 2 mètres et des reposoirs d'affûts (environ 60 cm) à proximité.

En complément, un minimum de deux terrasses de 10 mètres linéaires sont aménagées sur les vires des falaises en respectant les prescriptions définies précédemment concernant la profondeur et l'orientation et en les localisant à une trentaine de mètres de hauteur du carreau de la carrière.

Les aménagements sont entretenus jusqu'à la fin de l'exploitation du site.

Les principes d'aménagement des cavités et la localisation des aménagements sont précisés en annexe VIII.

#### MA4 – Lutte contre la flore exogène envahissante

Durant la phase d'exploitation du site, des opérations de lutte contre les espèces végétales exotiques envahissantes sont réalisées sur l'emprise de la carrière, notamment sur les espèces suivantes : Ambrosie à feuilles d'Armoise (*Ambrosia artemisiifolia*), Armoise de Verlot (*Artemisia verlotiorum*), Buddléia de David (*Buddleja davidii*), Érable à feuilles de frêne (*Acer negundo*), Vergerette du Canada (*Conyza canadensis*), Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), Sénéçon du Cap (*Senecio inaequidens*), Lampourde glouteron (*Xanthium strumarium*).

Des campagnes d'éradication sont menées *a minima* une fois par an jusqu'à l'année N+35 (N étant la première année d'exploitation du site), soit 5 ans après l'arrêt des activités d'extraction de la carrière. Des opérations sur les premiers stades végétatifs, consistant à l'éradication par arrachage manuel et fauches répétées, sont notamment réalisées.

#### **10.5 – Mesures de suivi**

Les suivis MS1 à MS3 sont conduits à l'aide de méthodologies aisément reproductibles et permettant la comparaison des données dans le temps.

Les résultats de ces suivis sont systématiquement transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pme.ehn.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr) au plus tard le 31 janvier de l'année suivant chaque passage.

#### MS1 – Suivi naturaliste de la mesure MC2 : création d'îlots de sénescence

Afin d'évaluer l'efficacité de la mesure MC2, un suivi faunistique est réalisé sur les parcelles des îlots de sénescence aux années N+1, N+5, N+10, N+20 et N+30 (N étant la première année d'exploitation du site). Trois campagnes de terrain sont réalisées pour chaque année de suivi entre les mois d'avril et juillet.

Les cortèges d'espèces ciblés sont les chiroptères, l'avifaune et les insectes (coléoptères).

Les coléoptères font l'objet d'un suivi avec un protocole basé sur des pièges d'interception type Polytrap. Ces pièges sont posés par un spécialiste des coléoptères.

Les indicateurs de suivi suivants sont retenus : nombre de couples d'oiseaux (avril + mai), effectifs acoustiques des cortèges de chauves-souris, effectifs de coléoptères à enjeu.

Un IBP (Indice de Biodiversité Potentielle) est également calculé tous les 10 ans afin d'évaluer les bénéfices de la mesure de conservation des systèmes forestiers.

#### MS2 – Suivis naturalistes de la carrière d'Estrop et sa périphérie

Afin notamment d'évaluer l'efficacité des mesures MC1, MC3, MA3 et MA4, un suivi floristique et faunistique (chiroptères, avifaune, reptiles, insectes) est réalisé sur le périmètre de la carrière aux années N+1, N+5, N+10, N+20 et N+30 (N étant l'année de la première renaturation de casier).

Un suivi des stations d'Aristoloches pistoloche est réalisé, et le cas échéant un entretien en vue du maintien du milieu ouvert est effectué.

Trois campagnes de terrain sont réalisées pour chaque année de suivi entre les mois de mars et juillet.

Les indicateurs de suivi suivants sont retenus : nombre de pieds d'espèces végétales protégées ainsi que d'Aristoloches pistoloche, nombre de couples d'oiseaux nicheurs, effectifs acoustiques des cortèges de chauves-souris, effectifs de reptiles, effectifs d'espèces menacées et/ou protégées de lépidoptères.

#### MS3 – Suivis des espèces invasives sur l'emprise de la carrière

Afin d'évaluer l'efficacité de la mesure MA4, un suivi des espèces exotiques envahissantes est réalisé sur l'emprise de la carrière aux années N+2, N+5, N+10, N+15, N+20 et N+35 (N étant la première année d'exploitation du site). Une campagne de terrain est réalisée pour chaque année de suivi.

L'indicateur de suivi suivant est retenu : effectifs de stations ou surface des stations.

#### **Article 11 – Fourniture de données**

Les mesures de compensations sont géolocalisées et, conformément à l'article 69 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, sont mises à disposition du public au travers d'une plateforme dédiée. Le maître d'ouvrage fournit aux services

compétents de l'État toutes les informations nécessaires au renseignement de cet outil par ces services dans un délai de 3 mois suivant la notification de l'arrêté de dérogation. Le maître d'ouvrage fournit, *a minima*, les données vectorielles des mesures compensatoires. Il peut également joindre les données relatives aux mesures d'évitements, de réductions et d'accompagnements. Ces données sont projetées dans le système de coordonnées de référence RGF93 (Lambert-93) et sont compatibles avec la bibliothèque GDAL/OGR (préférentiellement les formats ESRI Shapefile ou MapInfo). Elles sont conformes aux données présentées dans le dossier de dérogation et ses éventuels avenants visés par cet arrêté. Les différentes entités vectorielles (polygones, polygones et points) se voient affecter, *a minima*, les champs id (nombre entier réel 64 bits) et nom (texte de caractères). La donnée attributaire du champ nom d'une entité correspond à l'intitulé de la mesure telle que décrite dans le présent arrêté.

Le bénéficiaire contribue à l'Inventaire National du Patrimoine Naturel via le téléservice dédié au dépôt légal des données brutes de biodiversité acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre du présent arrêté.

On entend par données brutes de biodiversité les données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès d'organismes détenant des données existantes.

#### **Article 12 – Mesures correctives et complémentaires**

Si les suivis prévus à l'article 8.3.5 mettent en évidence une insuffisance des mesures prescrites pour garantir le maintien dans un bon état de conservation des espèces protégées concernées, le bénéficiaire est tenu de proposer des mesures correctives et des mesures compensatoires complémentaires qui sont soumises à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes pour validation. Le Préfet fixera, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires.

### **TITRE V – REMISE EN ÉTAT**

#### **Article 13 – Remise en état**

L'objectif final de la remise en état vise à la création d'un espace naturel à vocation écopaysagère mêlant pelouses sèches et boisements ainsi que des surfaces rocheuses tels que les falaises et pierriers.

Le réaménagement permettra à terme d'offrir les potentialités écologiques suivantes :

- Petites falaises, mise en valeur de l'empreinte de la carrière avec conservation de fronts de taille de hauteur variable et habitat favorable à l'avifaune,
- Éboulis bruts de gros blocs, pierriers, érosion de la roche,
- Prairies sèches,
- Cordons boisés, végétation arborée disposée sur le talutage des fronts et sur le carreau en pied des versants pour participer au confinement végétal du site et augmenter le linéaire de corridor écologique,
- Pentes douces caillouteuses favorisant l'installation d'une mosaïque de pelouses pionnières sur dalle, pelouses sèches rocailleuses,
- Mares temporaires, zones humides favorable à la reproduction des amphibiens.

Le réaménagement final comprendra :

- Un remblayage du carreau sur 10 m avec des matériaux inertes non recyclables recouverts par des terres de découvertes pour atteindre la cote NGF moyenne de 150 m. Le sol sera affecté d'une légère pente pour garantir l'écoulement des eaux de ruissellement vers un point bas. L'objectif est de laisser une dynamique naturelle de végétalisation pour obtenir une mosaïque de pelouses et bosquets arbustifs.
- Une zone humide non pérenne constituée par le point bas recueillant les eaux de ruissellement.
- Un talutage des fronts supérieurs à l'aide de stériles d'exploitation et d'apport de matériaux inertes de terrassement. Ils seront ensemencés et plantés d'essences arborescentes. Le but est d'obtenir une diversification des pentes et des textures (talus enherbés, talus plantés, éboulis, lithosols...) et de reconstituer une lisière arborée assurant la continuité végétale avec le versant boisé pour éviter la vision d'une coupure boisée linéaire franche et passer progressivement à un milieu ouvert.



- La conservation de plusieurs fronts de taille conservés en falaises favorables au Grand-duc d'Europe.

Dans le cas où il serait nécessaire de renforcer la végétation spontanée par endroit, notamment sur les banquettes supérieures, le choix des essences se fera dans une palette végétale correspondant aux espèces locales répertoriées sur le site ou dans les environs pour faciliter l'intégration écologique, paysagère et visuelle de la carrière, excluant les conifères habituellement utilisés en haies. Elles devront également avoir de faibles besoins en eau afin d'être adapté au climat actuel et futur.

En dehors des modalités particulières définies dans l'annexe XV relative aux garanties financières, la remise en état sera réalisée de manière coordonnée à l'exploitation.

Le plan relatif à la remise en état du site est joint en annexe IX au présent arrêté.

A la fin de l'exploitation, les installations de traitement mobiles, l'aire étanche semi-mobile et les engins sont évacués du site.

Aucun stock généré par l'exploitation de la carrière ne demeure sur l'emprise du site. Les matériaux de découverte et la terre végétale décapés lors de la phase de découverte sont utilisés dans le cadre du réaménagement.

Aucun résidu ou déchet n'est présent sur le site réaménagé.

### **13.1 – Cessation d'activité définitive**

Les différentes étapes de la cessation d'activité sont définies aux R. 512-39-1 et suivants. La définition du plan de réhabilitation fait, elle, l'objet d'un mémoire déposé par l'exploitant dans le cadre des dispositions de l'article R. 512-39-3.

L'article R 512-30 prévoit, lui, que pour les nouvelles IC installées sur un site nouveau, « l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation » est défini par l'arrêté d'autorisation.

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement, outre l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage naturel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

et est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (accompagné de photos) ;
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
  - Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.

### **13.2 – Remblayage**

Seuls les remblais extérieurs inertes d'origine naturelle (graves naturelles de terrassement) sont autorisés.

Les stériles d'exploitation et les terres de découverte du site sont utilisés pour la remise en état.

Le remblayage ne doit pas nuire à la qualité du sol, à la qualité des eaux souterraines, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Il est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.

L'acceptation des remblais extérieurs inertes sera effectuée conformément à l'arrêté du 12 décembre 2014 au moyen d'une procédure de contrôle et d'un registre de suivi.

Pour ces opérations de remblaiement, l'exploitant devra respecter les prescriptions précisées en annexe X au présent arrêté.

## **TITRE VI – PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

### **Article 14 – Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, et de nuisance par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

### **Article 15 – Pollution des eaux**

#### **15.1 – Prévention des pollutions accidentelles**

- I. Un contrôle régulier des engins de chantier sera réalisé avec réparation immédiate de toute fuite éventuellement constatée. Les liquides des systèmes hydrauliques et les lubrifiants sont biodégradables.
- II. Le stationnement des véhicules hors période de fonctionnement et l'entretien sur place des engins est réalisé hors des zones de travail (en zone commerciale par exemple) sur une aire étanche munie d'un point bas dirigé vers un débourbeur / séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique de trop-plein, régulièrement vidangé par une entreprise spécialisée.
- III. Les huiles usagées seront stockées dans un local couvert dans un container normalisé. Les déchets de toute nature seront stockés dans des bennes étanches fermées pour éviter le ruissellement des eaux souillées.
- IV. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est placé dans un local couvert et fermé, et associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
  - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
  - 50 % de la capacité des réservoirs associés.Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés (50 % dans le cas de liquides inflammables), sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
- V. L'aire étanche mobile de stationnement de la pelle hydraulique est ceinturée d'un bourrelet en terre compacté remis en place à chaque déplacement nécessité par le phasage d'avancement.

Cette aire est munie d'un point bas dirigé vers un débourbeur/séparateur d'hydrocarbure à obturation automatique de trop-plein, vidangé au moins une fois par an par une entreprise spécialisée.

- VI. Aucun stockage d'hydrocarbures en cuve enterrée n'est autorisé dans l'emprise de la carrière. L'exploitant utilisera un container normalisé de distribution / stockage ADB Blue de 1 500 L en bon état stocké dans un local couvert ; le ravitaillement en carburant est effectué en dehors des zones de travail.
- VII. Un plan d'intervention dans le cas de pollution accidentelle comprenant entre autres la définition des moyens prévus pour circonscrire et traiter la pollution et les procédures d'alerte (liste des divers intervenants potentiels) et d'intervention sera préalablement établi. Il pourrait prévoir notamment la mise à disposition par l'entreprise de produits absorbants pour récupérer le cas échéant les hydrocarbures.
- VIII. Formation du personnel au respect des consignes d'intervention et de protection contre une pollution ; mise à disposition d'un kit de dépollution dans les principaux engins et constitution d'un stock de matériaux absorbants présent en permanence sur site ;
- IX. En cas de déversement de polluant accidentel, les terres souillées devront être enlevées immédiatement et transportées dans des décharges agréées pour recevoir ce type de déchets.
- X. En cas de pollution accidentelle (en particulier une fuite d'hydrocarbures), un plan d'urgence sera immédiatement appliqué pour récupérer et éviter toute pollution prolongée dans la nature :
  - Arrêt et réparation ou confinement de la fuite ;
  - Traitement local de la pollution par mise en place de matières absorbantes ou de dispositifs de confinement. Un kit antipollution est ainsi toujours disponible sur le site et sur les engins durant la phase d'activité de la carrière ;
  - Le décapage immédiat et l'évacuation des matériaux souillés par un organisme habilité, vers des centres de traitement spécialisés ;
  - En cas de pollution significative, les services administratifs concernés seront prévenus et associés à l'élaboration du programme de dépollution.

En cas d'interception de cavités karstiques, ces dernières devront être colmatées avec de l'argile et un bouchon de béton, afin de ne pas constituer des points privilégiés de pénétration vers l'aquifère de substances polluantes.

## **15.2 – Prélèvement d'eau**

Aucun prélèvement d'eau souterraine ne sera effectué au sein de la carrière.

## **15.3 – Rejets d'eau dans le milieu naturel**

### **15.3.1 – Les eaux pluviales.**

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90 105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90 101) ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l (norme NFT 90 114).

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures. En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/L.

À la demande de l'inspection des installations classées, une campagne de mesures du débit et des paramètres susmentionnés sera effectuée par un organisme agréé.

### **15.3.2 – Les eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques sont collectées et traitées conformément à la réglementation en vigueur.

#### **15.4 – Contrôle des rejets d’eaux dans le milieu naturel**

Un contrôle des rejets d’eau dans le milieu naturel (rejets de l’aire de la pelle hydraulique, rejets des bassins de collecte des eaux de ruissellement) sera effectué annuellement par un laboratoire agréé. Il analysera notamment les paramètres suivants : pH, température, MEST, DCO et hydrocarbures totaux.

#### **15.5 – Contrôles des eaux souterraines**

Le contrôle des eaux souterraines s’effectuera sur les ouvrages suivants :

- le piézomètre Pz1 situé sur la zone faillée Ouest,
- le piézomètre Pz2 situé à l’intersection des deux zones faillées au bord de la route située à la base de la colline à une altitude de 149,21 m NGF,
- le piézomètre Pz3 situé à environ 400 m au sud de Pz1,
- le piézomètre Pz4 situé à environ 130 m au sud-ouest de Pz1,
- le forage de la Berguère qui correspond au piézomètre Pz5,

#### Piézométrie

Un suivi piézométrique mensuel sera effectué sur les quatre piézomètres et le forage de La Berguère.

#### Qualité des eaux :

Les paramètres contrôlés sont les suivants : température, pH, conductivité, matières en suspension (MES), demande chimique en oxygène (DCO) et hydrocarbures totaux. Une analyse de la qualité des eaux sera effectuée par un laboratoire agréé à fréquence biannuelle, et en fin d’exploitation, avec prélèvements sur les quatre piézomètres ainsi que sur le forage de la Berguère.

Le piézomètre Pz4 est situé dans l’emprise de l’extension. Dans la mesure où deux piézomètres (Pz1 et Pz2) sont déjà présents à l’aval de la carrière, il pourra être supprimé dans le cadre de l’avancement de l’exploitation.

Localisation des piézomètres en annexe XI.

#### **Article 16 – Pollution de l’air**

Il est interdit d’émettre dans l’atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d’incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole et à la bonne conservation des sites.

Le brûlage à l’air libre est interdit.

L’exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l’émission et la propagation des poussières. Il met en œuvre les moyens nécessaires à l’abattage des poussières gênantes pour le voisinage.

Les chantiers, les pistes de roulage et les stocks de matériaux doivent être arrosés en tant que de besoin, et notamment lorsque les conditions météorologiques s’imposent, afin qu’ils ne soient pas à l’origine d’émission de poussières.

Les véhicules quittant le site ne doivent pas entraîner de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Un dispositif de lavage des roues est mis en place en sortie de carrière. Des opérations régulières de balayage et de nettoyage de la chaussée (enlèvement des granulats).

Les dispositifs de limitation des émissions de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

L’exploitation est soumise au contrôle des poussières environnementales conformément aux prescriptions de l’article 19 de l’arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrière.

En particulier la surveillance suivante sera mise en place :

- I. L’exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d’émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Il est tenu à la disposition de l’inspection des installations classées.

II. Le plan de surveillance comprend :

- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;
- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe III ci-dessous, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe III ci-dessous et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe V ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

III. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires.

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe V ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

IV. La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum. La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Toutefois, si la surface de la carrière n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

V. Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

Localisation des points de mesure de poussières en annexe XII.

### **Article 17 – Incendie et explosion**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Chaque engin mobile utilisé sur la carrière est doté d'un extincteur.

L'installation de traitement est maintenue en permanence accessible aux engins de lutte contre l'incendie.

Conformément à l'article 17 de l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517 pour la protection

de l'environnement, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils de lutte contre l'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et fournit un débit de 60 m<sup>3</sup>/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau.

Des kits de dépollution adaptés aux pollutions de sol ainsi que des feuilles absorbantes ou tout moyens équivalents sont disponibles en permanence dans les engins et groupe mobiles.

Les employés ont un moyen de communication avec l'extérieur. Les coordonnées des personnes à alerter et les consignes à suivre en cas d'incendie, d'accident, de pollution sont présentes sur site.

#### **Article 18 – Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

#### **Plan de gestion des déchets d'extraction :**

L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets « d'extraction » résultant du fonctionnement de la carrière. Le plan de gestion est révisé tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

#### **Article 19 – Bruits et vibrations**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

##### **19.1– Bruits**

L'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement est applicable à cette exploitation.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB (A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	Travaux non autorisés pendant cette période
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	

De plus, les niveaux de bruit en limite de propriété de l'installation ne devront pas dépasser 70 dB (A) pour la période de jour, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué au droit des zones à émergence réglementée (riverains les plus proches) dès la première campagne de traitement des matériaux de la carrière puis au moins une fois tous les trois ans ou suite à la demande de l'inspection des installations classées.

Si des dépassements des émergences maximales autorisées sont constatés, des mesures doivent immédiatement être mises en œuvre et un nouveau contrôle doit être réalisé afin de vérifier le respect des dispositions réglementaires.

Localisation des points de mesure en annexe XIII.

### **19.2 – Vibrations**

I - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 6 mm/s dans les trois axes de la construction.

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié par un organisme spécialisé au droit des habitations les plus proches dès les premiers tirs réalisés sur la carrière, puis à une fréquence au moins annuelle. D'autre part, l'exploitant réalisera des enregistrements sismiques lors de chaque tir. Toute anomalie sera signalée à l'inspection des installations classées.

Une attention particulière sera portée au pont de la RD126 et au château d'eau. Une mesure sera réalisée au niveau de ces ouvrages au début de chaque phase et à chaque tir de mine à partir de la phase 3. La vitesse particulière pondérée au niveau de ces deux ouvrages ne doit pas être supérieure à 4 mm/s.

Avant chaque tir, les communes de Puygiron et d'Espeluche, ainsi que les riverains proches seront systématiquement prévenus.

II - En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Localisation des points de mesures en annexe XIV.

## **TITRE VII – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

### **Article 20 – Garanties financières**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.

Le montant des garanties financières est précisé en annexe XV.

### **Article 21 – Commission de suivi**

Une commission de suivi pourra être mise en place à la demande du maire ou des riverains. Elle sera au moins composée de l'exploitant, d'un représentant de la commune, d'un représentant des riverains.

Cette commission de suivi sera réunie sur demande d'un des membres.

### **Article 22 – Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 23 – Accident ou incident**

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

### **Article 24 – Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant. Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

### **Article 25– Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés à la disposition de l'inspecteur des installations classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

## **TITRE VIII – DÉLAIS – RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION**

### **Article 26 – Délais et recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).



### **Article 27 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Puygiron pendant une durée minimum de quatre semaines.

Le maire de Puygiron fera connaître par procès-verbal, adressé à la DDPP de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 28 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes et le maire de Puygiron sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS ROFFAT.

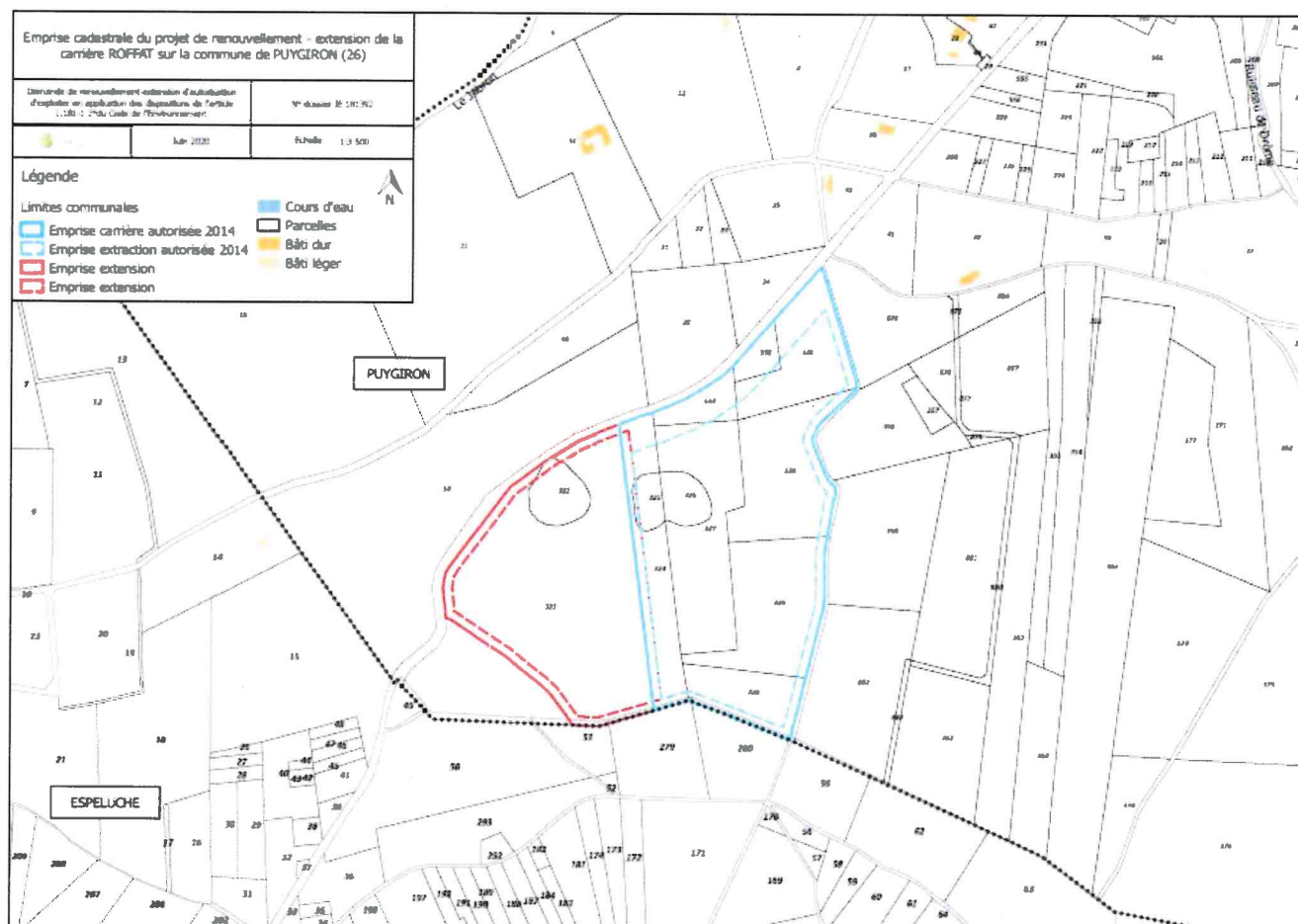
Fait à Valence, le **31 JUL. 2024**

Le préfet

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

**ANNEXE I à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
PLAN CADASTRAL**



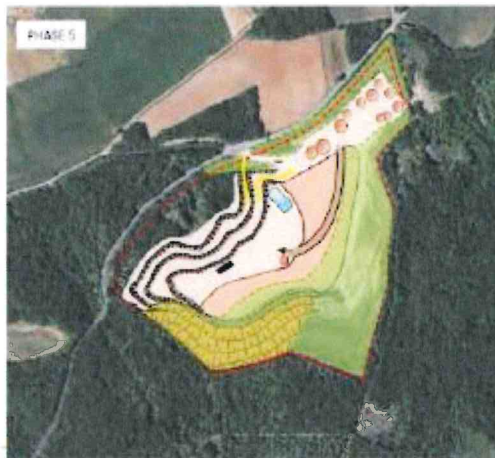
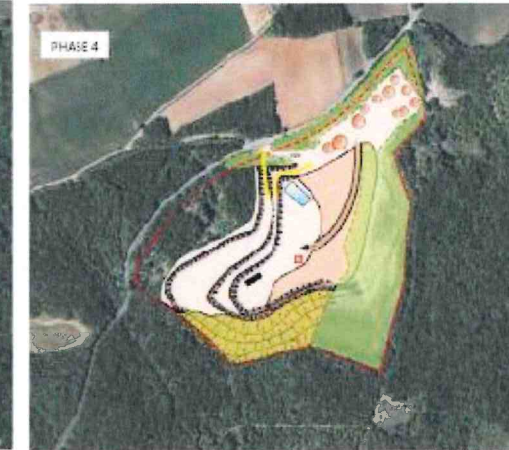
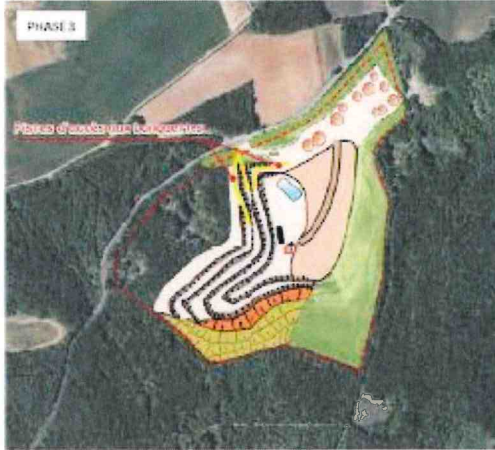
**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUIN 2024**

**Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général**

**Cyril MOREAU**

ANNEXE II à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
**PLAN DE PHASAGE**

Phase 1 :  $N$  à  $N+5$   
Phase 2 :  $N+6$  à  $N+10$   
Phase 3 :  $N+11$  à  $N+15$   
Phase 4 :  $N+16$  à  $N+20$   
Phase 5 :  $N+21$  à  $N+25$   
Phase 6 :  $N+26$  à  $N+30$



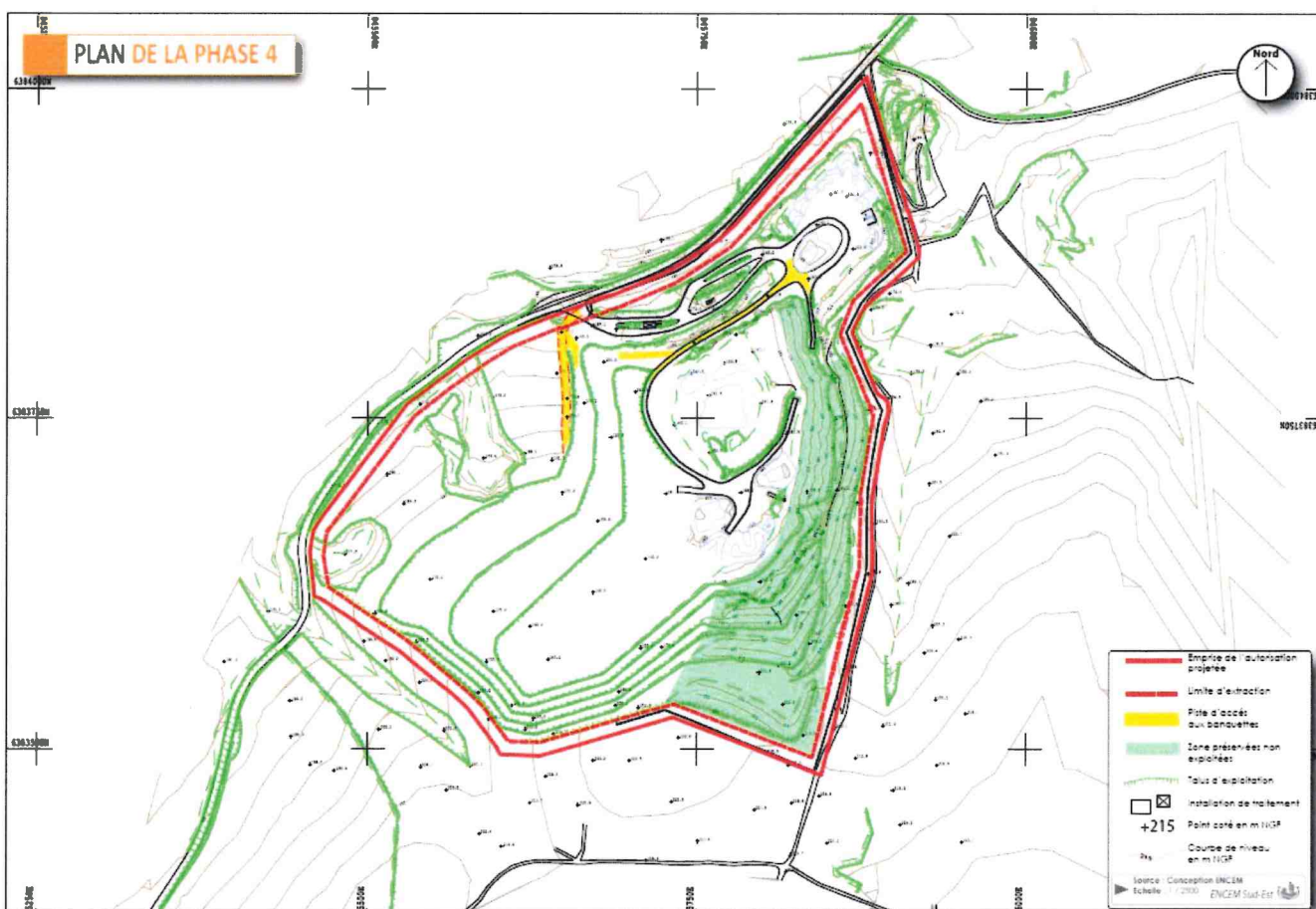
Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 ~~juin~~ 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

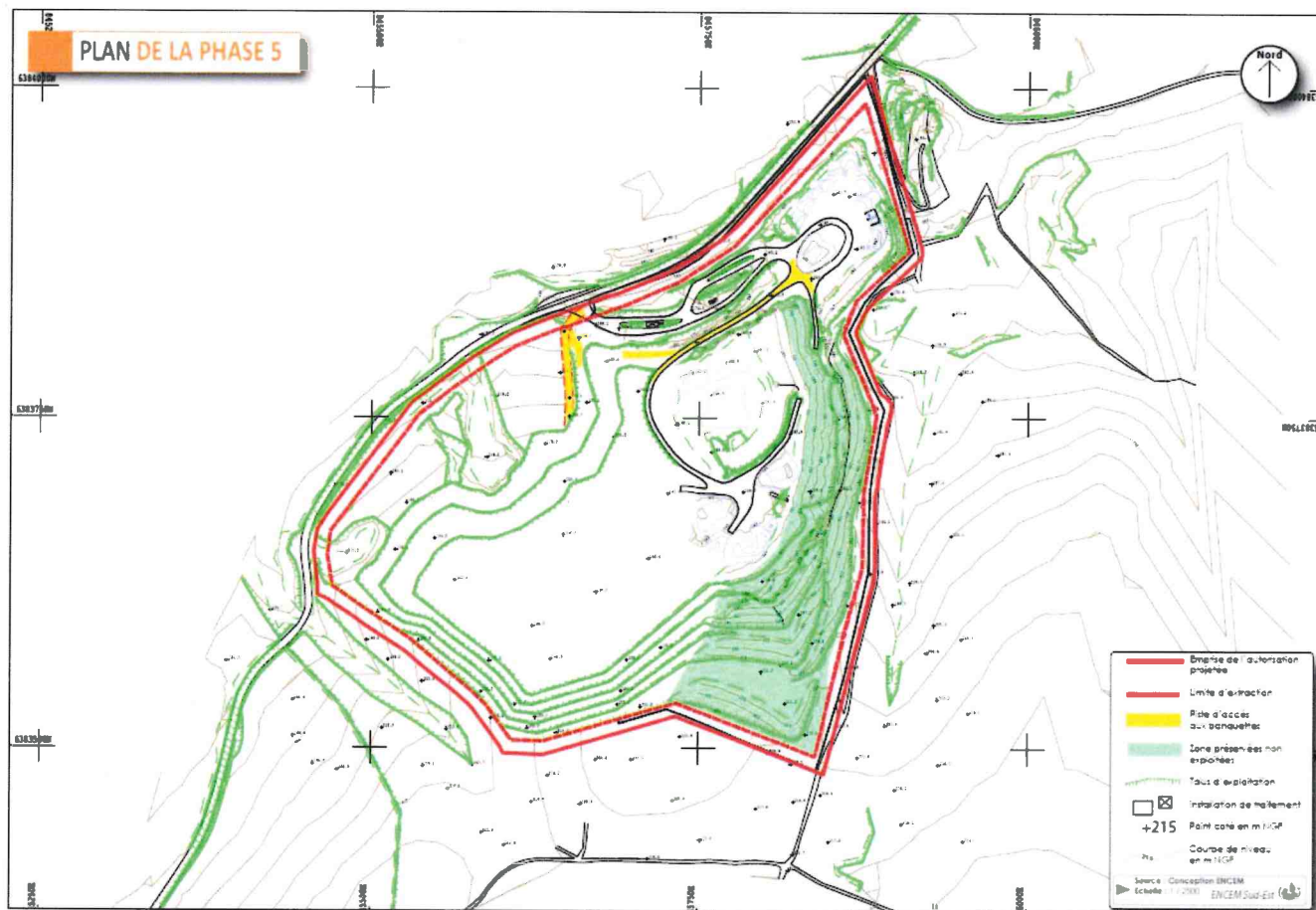
Cyril MOREAU







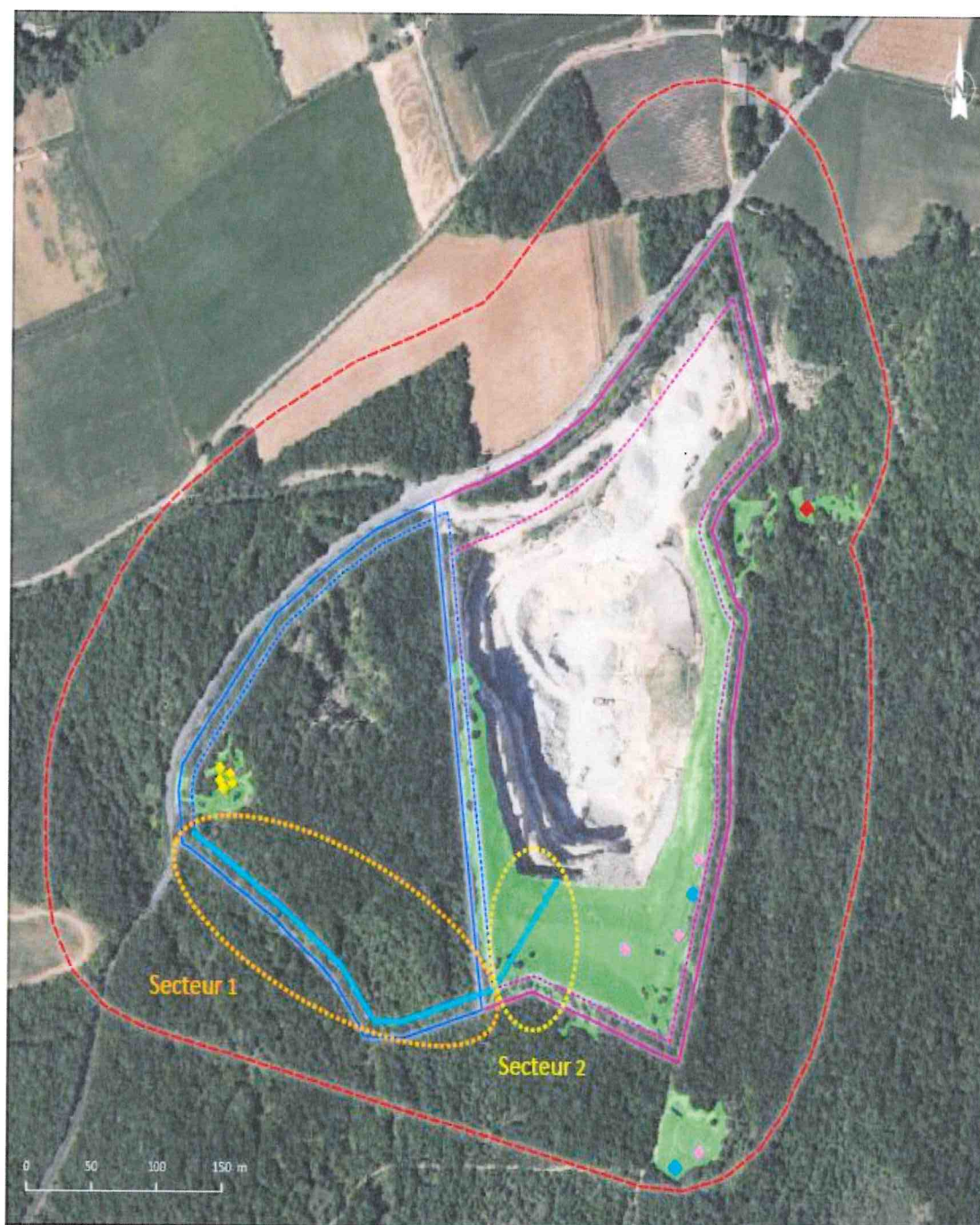




**ANNEXE III à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
LOCALISATION DES MISES EN DÉFENS (MESURE ME1)**

**Secteur 1** : un merlon périphérique est créé avant le démarrage de l'exploitation de ce secteur .

**Secteur 2** : des barrières Héras sont posées en phase de travaux, puis un merlon est créé lorsque le phasage atteint ce périmètre.



Légende		Habitats d'espèces d'insectes	Mesure d'évitement
<span style="border: 2px dashed red; padding: 2px;"> </span>	Zone d'étude	<span style="background-color: #90EE90; border: 1px solid green; padding: 2px;"> </span>	<span style="border-bottom: 2px solid blue; display: inline-block; width: 20px;"></span> ME1 Mise en défens des secteur écologiques remarquables ou possédant un intérêt fonctionnel
<span style="border: 2px dashed pink; padding: 2px;"> </span>	Emprise ICPE autorisée (AP 1987)	<b>Insectes</b>	
<span style="border: 2px dashed yellow; padding: 2px;"> </span>	Emprise extraction autorisée 1997	<span style="color: red;">◆</span> Coenonympha dorus	
<span style="border: 2px solid blue; padding: 2px;"> </span>	Emprise du projet d'extension	<span style="color: yellow;">◆</span> Zerynthia rumina	
<span style="border: 2px dotted blue; padding: 2px;"> </span>	Emprise d'extraction du projet d'extension	<span style="color: blue;">◆</span> Zygaena lavandulae	
		<span style="color: pink;">◆</span> Zygaena rhodamanthus	

Sources : IGT - Restauration Ammeter (2021)

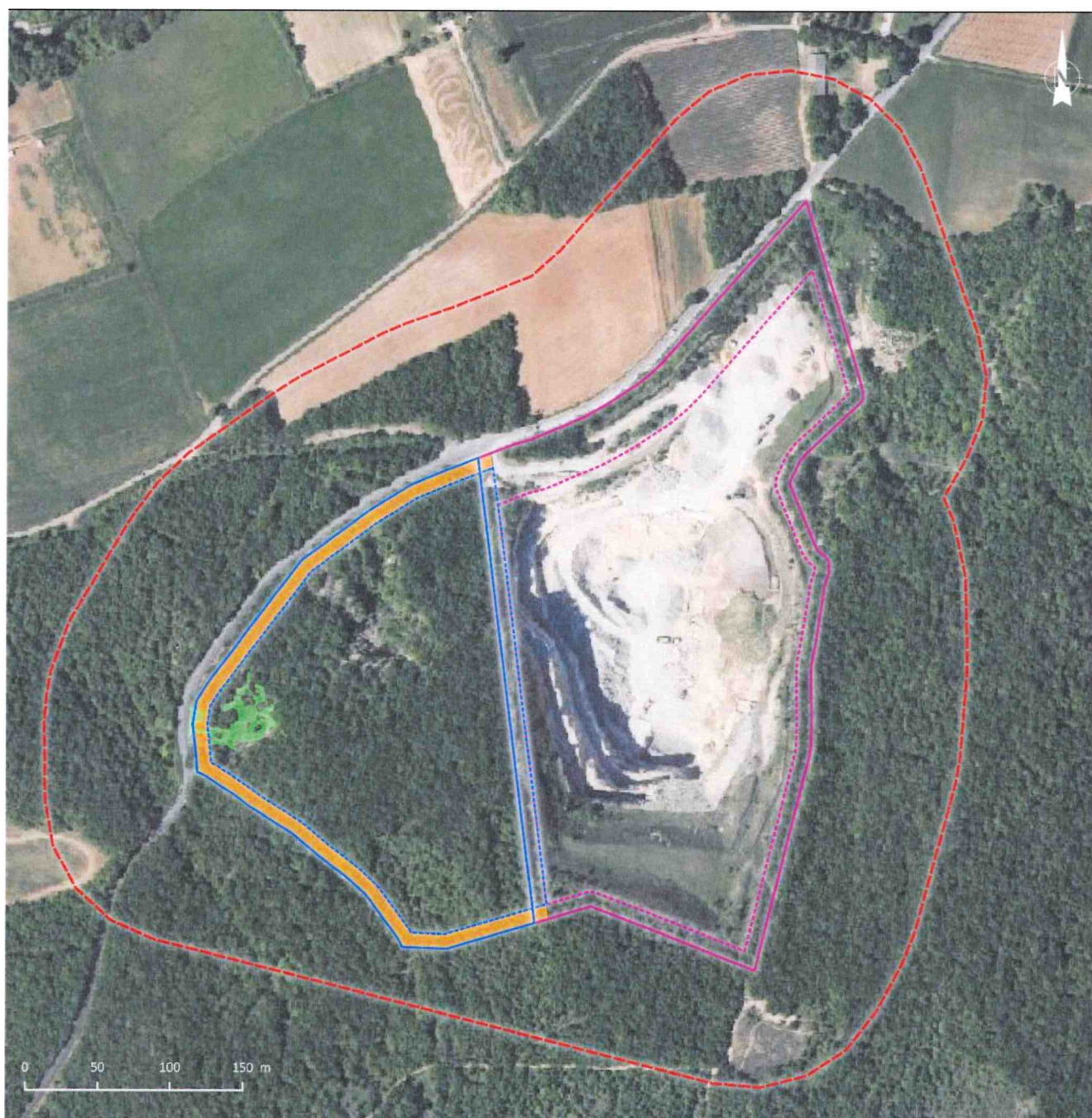
Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUIN 2024

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



ANNEXE IV à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
**LOCALISATION DES MESURES MR3 et ME1**



**Légende**

- Zone d'étude
- Emprise ICPE autorisée (AP 1997)
- Emprise extraction autorisée 1997
- Emprise du projet d'extension
- Emprise d'extraction du projet d'extension

**Mesures de réduction**

- MR3 : Protocole d'abattage et mise en dépôt des arbres à coléoptères saproxylophages
- Station d'Aristolochie évitée

Sources : IGN - Réalisation : Amétén, 2021



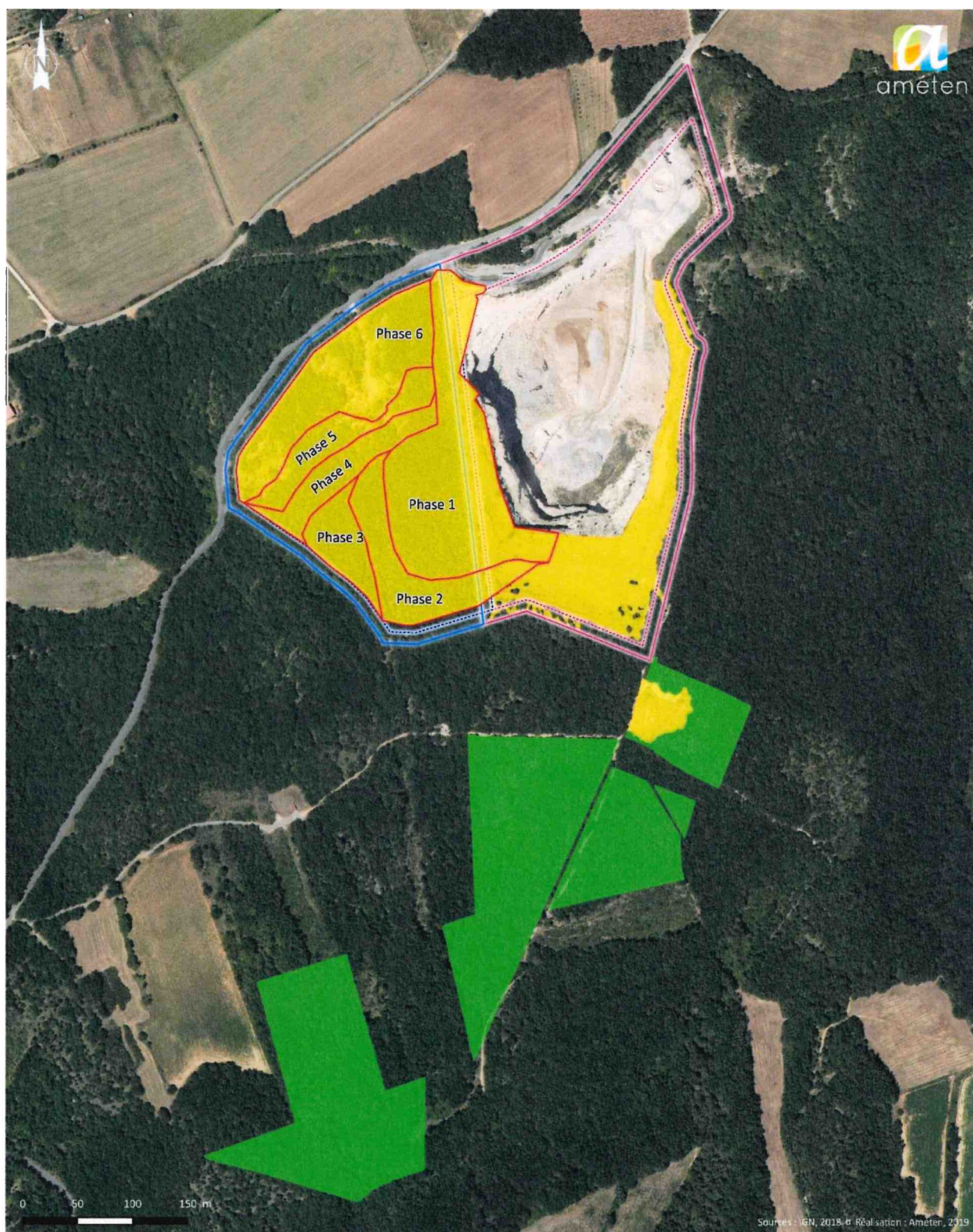
**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 51 JUIL. 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



ANNEXE V à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
GESTION DES PARCELLES DE COMPENSATION (MESURE MC1)



**Légende**

Emprise ICPE autorisée (AP 1997)

Emprise du projet d'extension étudié

Emprise extraction autorisée (AP 1997)

Emprise extraction sollicitée

Gestion forestière des ilots de vieillissement et de sénescence

Gestion des milieux ouverts

Phasage de la carrière

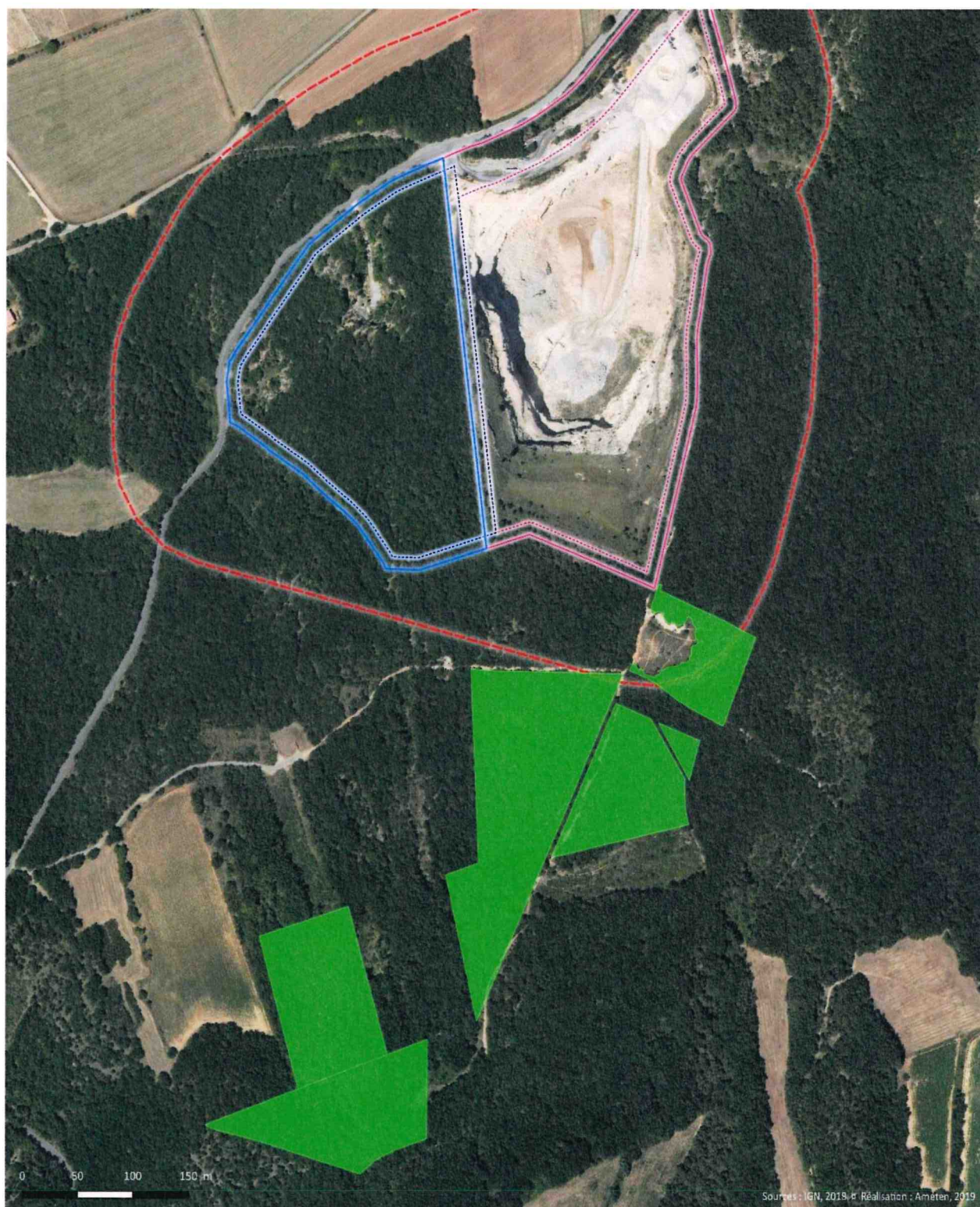
**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUIL. 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



ANNEXE VI à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
LOCALISATION DES ÎLOTS DE SENESCENCE (MESURE MC2)



**Légende**

Emprise ICPE autorisée (AP 1997)

Emprise extraction autorisée (AP 1997)

Emprise du projet d'extension étudié

Emprise extraction sollicitée

Phasage de la carrière

Création d'îlots de senescence

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le

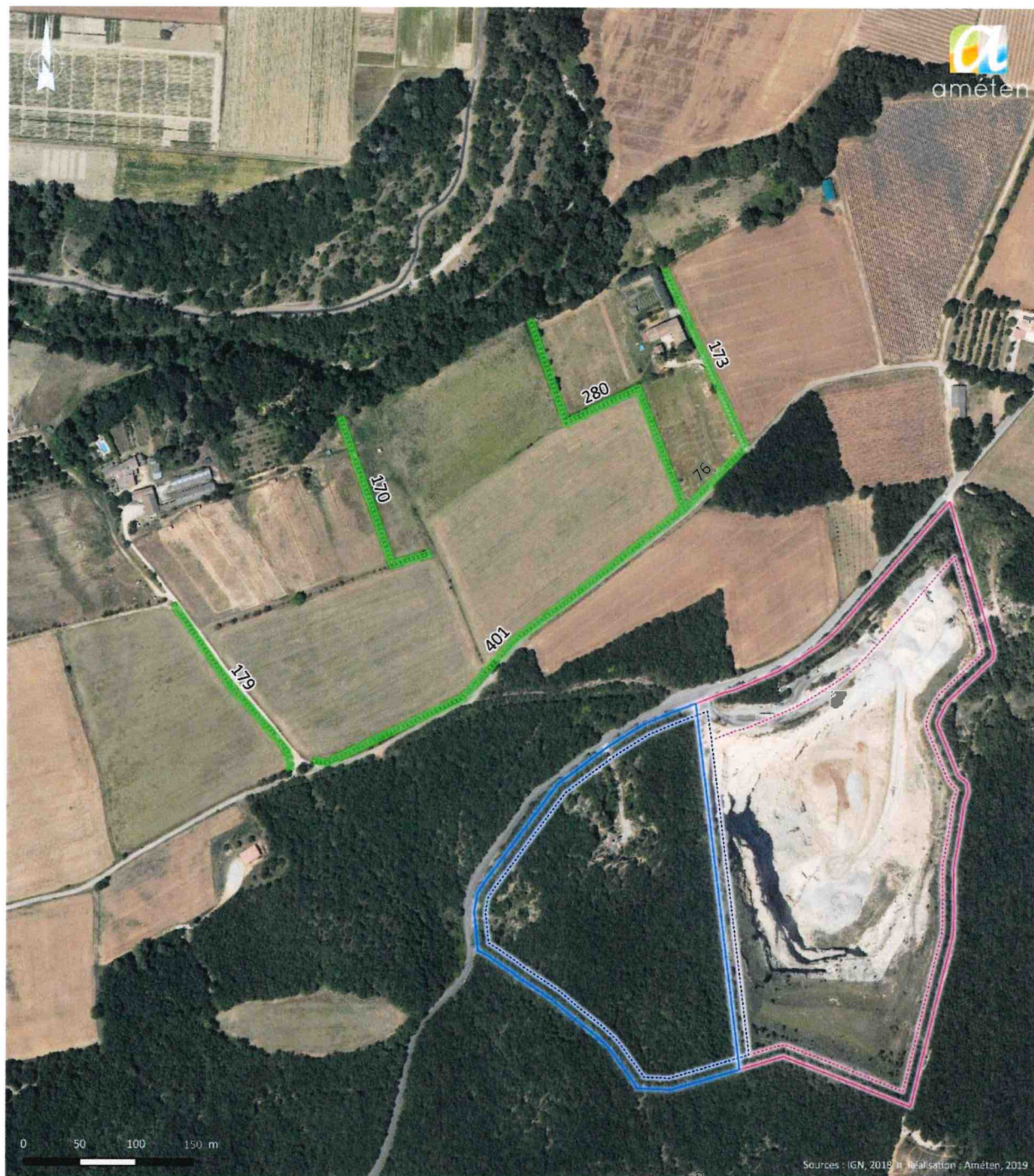
31 JUL. 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU



ANNEXE VII à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
LOCALISATION DES HAIES CRÉÉES (MESURE MC3)



**Légende**

Emprise ICPE autorisée (AP 1997)

Emprise extraction autorisée (AP 1997)

Emprise du projet d'extension étudié

Emprise extraction sollicitée

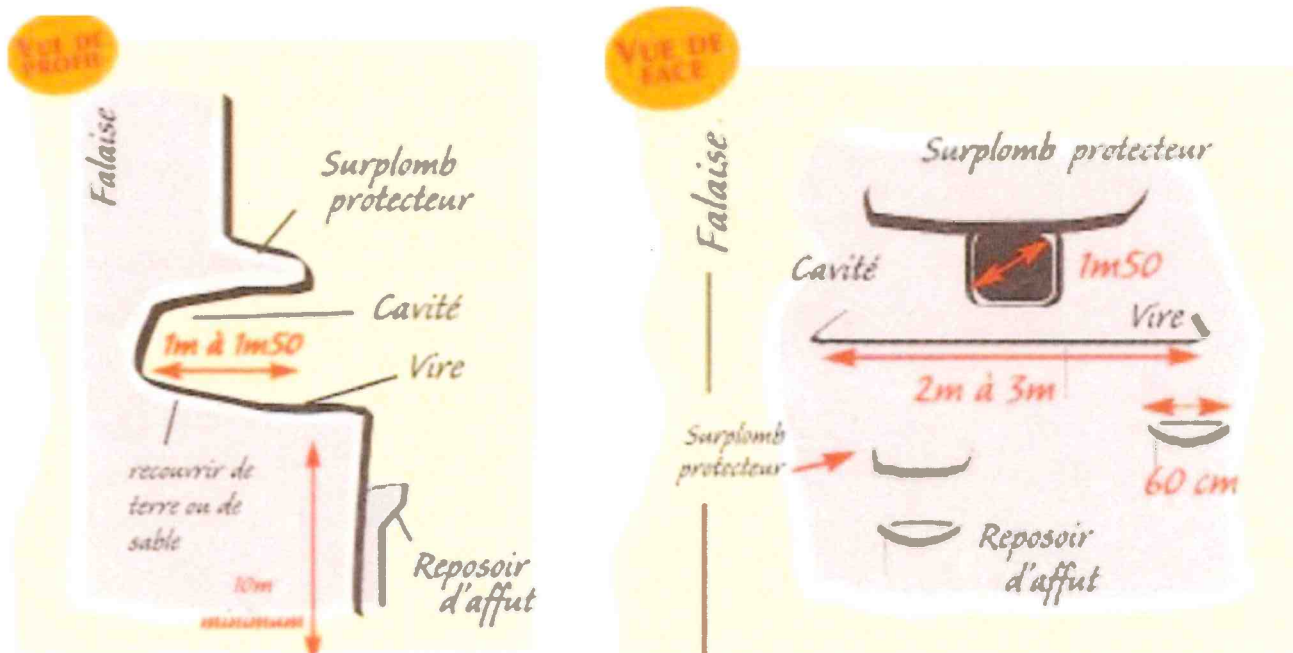
Restauration écologique du réseau bocager  
périphérique à la carrière  
(et linéaires correspondants)

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUL. 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

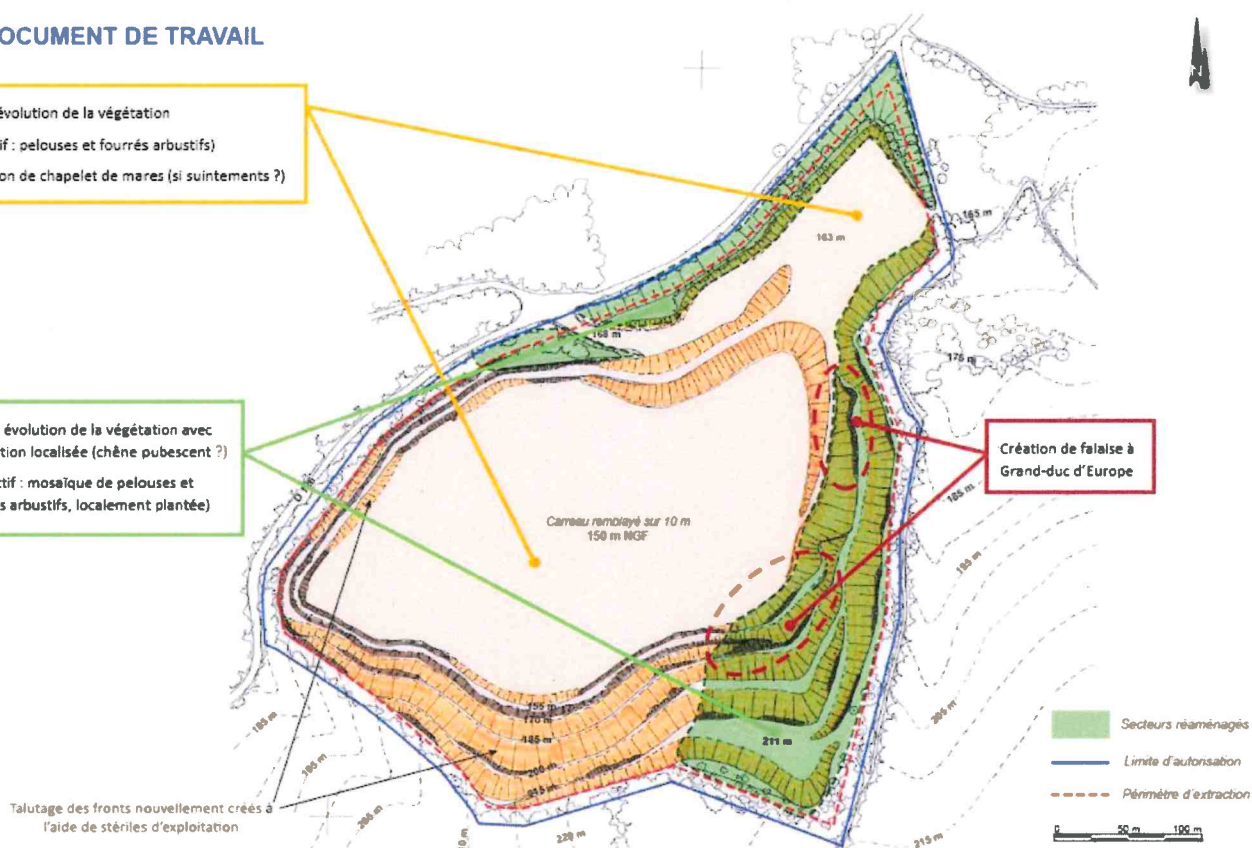
**ANNEXE VIII à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT DES CAVITÉS FAVORABLES AU GRAND-DUC D'EUROPE ET  
LOCALISATION DES AMÉNAGEMENTS (MESURE MA3)**



**DOCUMENT DE TRAVAIL**

- Libre évolution de la végétation  
(Objectif : pelouses et fourrés arbustifs)
- Création de chapelet de mares (si suintements ?)

- Libre évolution de la végétation avec plantation localisée (chêne pubescent ?)  
(Objectif : mosaïque de pelouses et fourrés arbustifs, localement plantée)



**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUIN 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

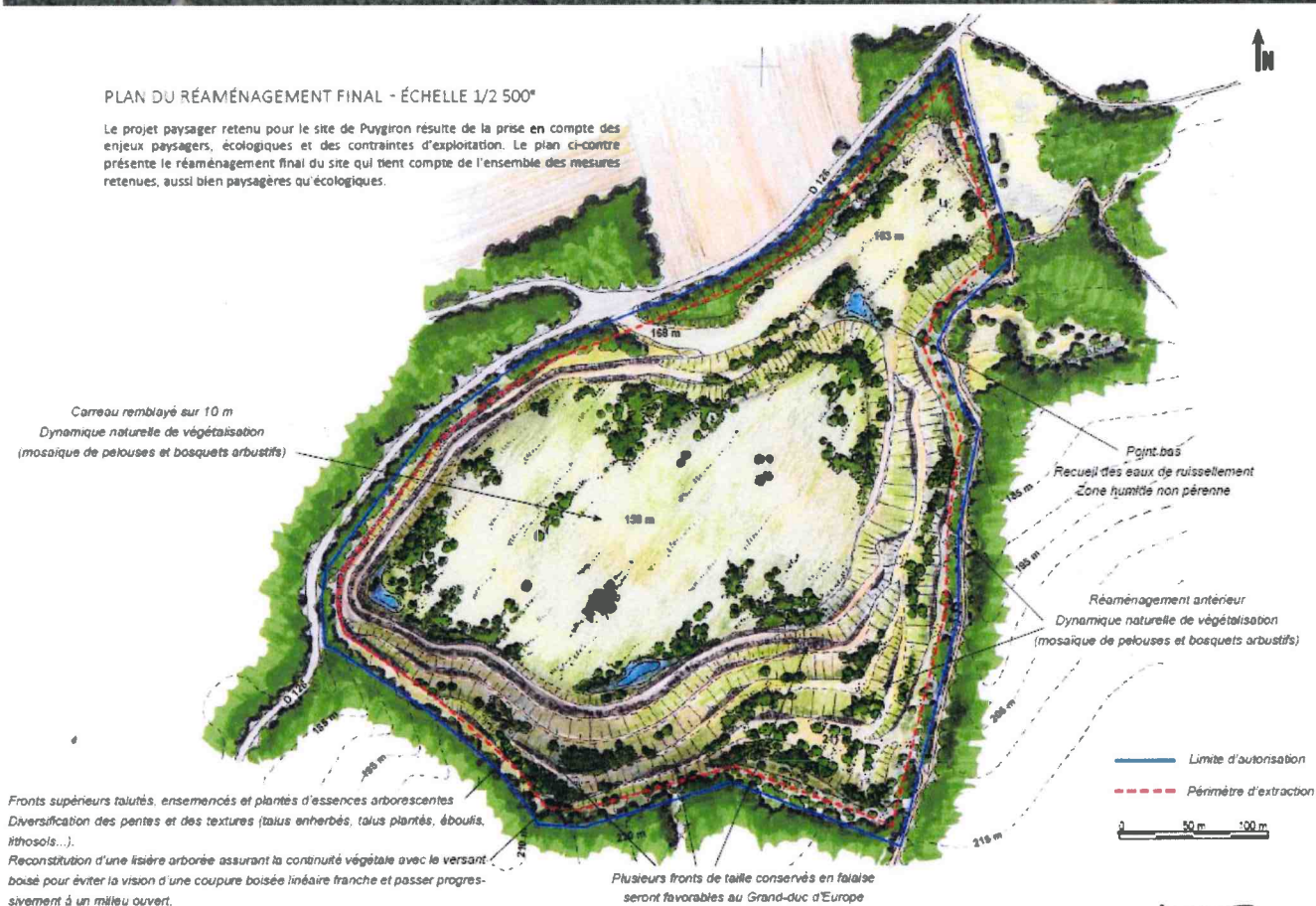


ANNEXE IX à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
PLAN DE RÉAMÉNAGEMENT FINAL



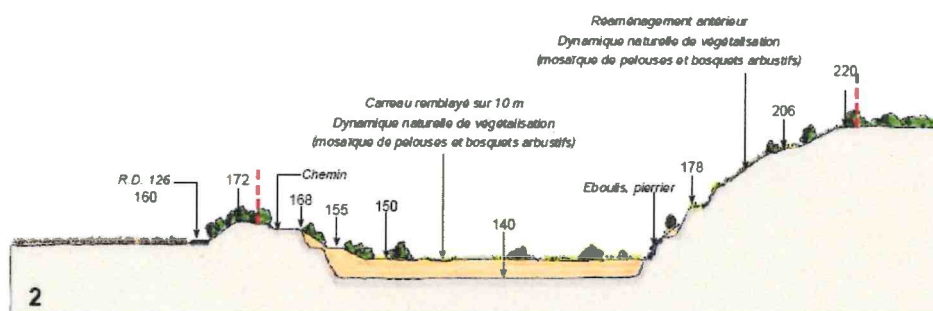
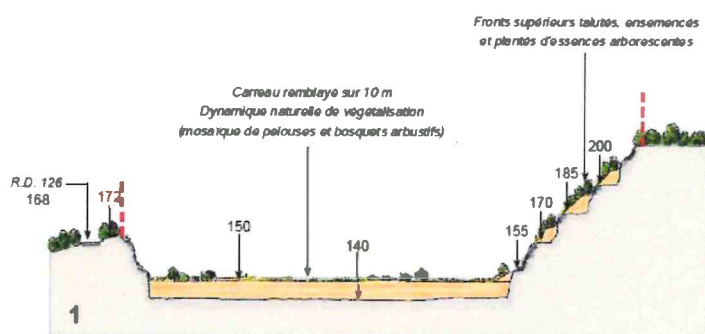
PLAN DU RÉAMÉNAGEMENT FINAL - ÉCHELLE 1/2 500"

Le projet paysager retenu pour le site de Puygiron résulte de la prise en compte des enjeux paysagers, écologiques et des contraintes d'exploitation. Le plan ci-contre présente le réaménagement final du site qui tient compte de l'ensemble des mesures retenues, aussi bien paysagères qu'écologiques.

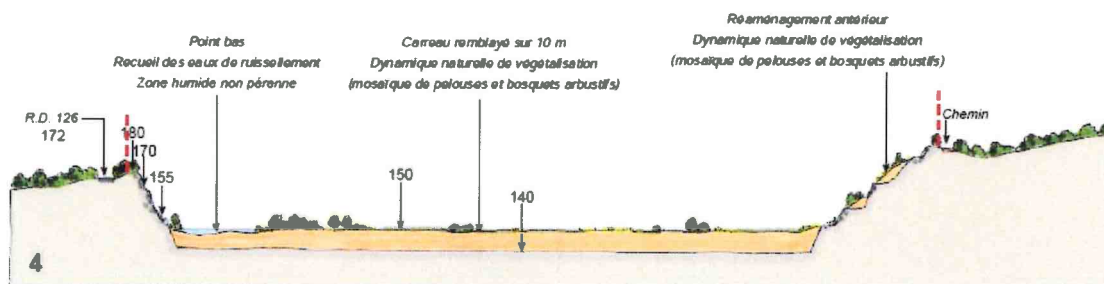
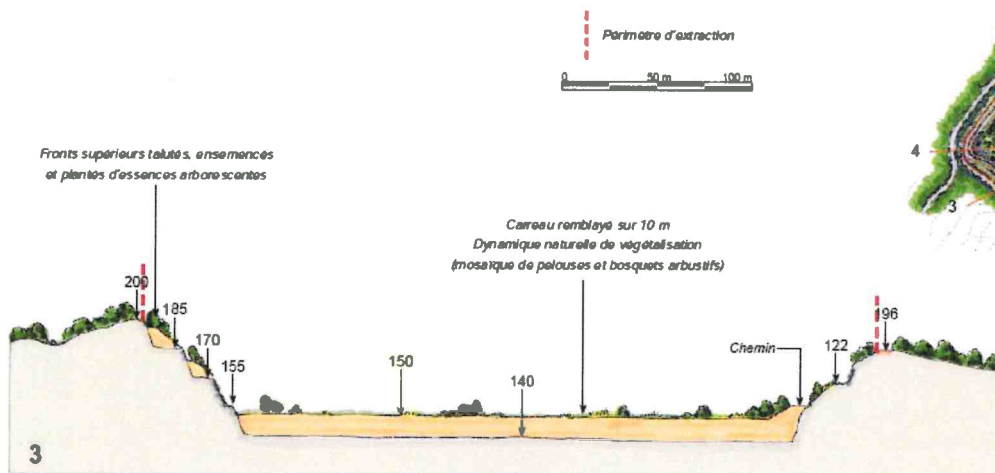


Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUIL. 2024  
Le Secrétaire Général  
Cyril MOREAU

COUPES TOPOGRAPHIQUE DES PRINCIPES DU RÉAMÉNAGEMENT FINAL - ÉCHELLE 1/2 000\*



COUPES TOPOGRAPHIQUE DES PRINCIPES DU RÉAMÉNAGEMENT FINAL - ÉCHELLE 1/2 000\*





ANNEXE X à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
**PRESCRIPTIONS RELATIVES AU REMBLAYAGE DE LA CARRIÈRE**

**Exploitation du site**

1. L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux.

Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au paragraphe 10.

2. L'exploitation est effectuée par tranches successives dont le réaménagement est coordonné. Le stockage des déchets est réalisé de préférence par zone peu étendue et en hauteur afin de limiter la partie superficielle des remblais soumises aux intempéries.

3. L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de l'installation un avis énumérant les types de déchets inertes admissibles.

4. Un réseau de surveillance des eaux souterraines est mis en place et des analyses périodiques sont réalisées selon les prescriptions de l'article 10.5 de l'arrêté.

5. L'exploitant installe à proximité du lieu de déchargement des camions un container recueillant les déchets non autorisés à condition qu'ils soient présents en faible quantité. L'exploitant évacue ces déchets vers les filières de traitement adaptées.

**Conditions d'admission**

6. Seuls les déchets inertes d'origine naturelle (graves de terrassement ne contenant pas de substances dangereuses et ne provenant pas de sites contaminés) sont admissibles pour le remblayage de la carrière.

7. Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur des déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

8. Avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue une vérification préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ces déchets inertes et de justifier leur conformité aux déchets admissibles (cf point 6).

9. Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement. Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé lors du déchargement du camion et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchets non autorisés. En cas de doute, l'exploitant suspend l'admission.

Le déversement direct dans une alvéole de la benne du camion de livraison est interdit sans vérification préalable du contenu de la benne et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

Pour le cas de déchets interdits qui pourraient être présents en faibles quantités et aisément séparables, l'exploitant doit prévoir des bennes intermédiaires qui accueilleront ce type de déchets dans la limite de 50 m<sup>3</sup> par an. Les déchets recueillis (bois, plastiques, emballages...) sont ensuite dirigés vers des installations d'élimination adaptées dûment autorisées.

En cas d'acceptation des déchets, un accusé de réception est délivré à l'expéditeur des déchets. En cas de refus, l'inspection des installations classées est informée, sous la forme d'un récapitulatif mensuel, des caractéristiques du lot refusé (expéditeur, origine, nature et volume des déchets,...).

10. L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- les coordonnées du producteur du déchet ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- la référence du document préalable cité au point 7 ;
- le moyen de transport utilisé et son immatriculation ;
- le volume (ou la masse) des déchets ;
- la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;

**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour**

**Valence, le 31 JUL. 2024**

Pour le Préfet, et par délégation  
**Le Secrétaire Général**

Cyril MOREAU

- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement de la carrière.

#### **Fin d'exploitation**

11. La cessation d'activité définitive sera réalisée conformément aux articles R512-75-1 et R512-39-1 du Code de l'environnement.

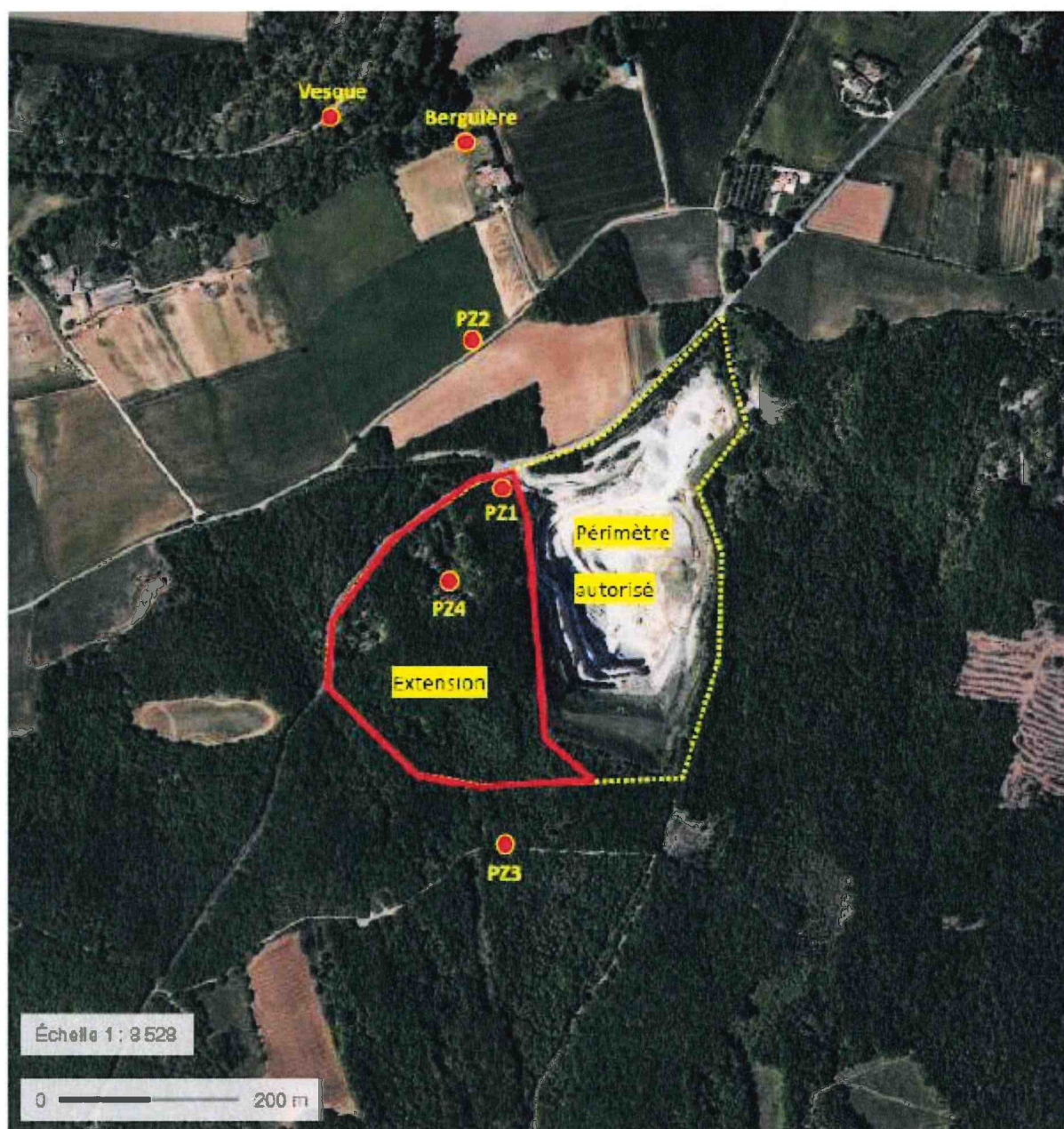
#### **Remise en état du site**

12. Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation de chaque tranche. Son modelé devra permettre la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du Code civil.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage ultérieur prévu du site (milieu naturel...) et notamment ceux mentionnés dans les documents d'urbanisme opposables aux tiers. Dans tous les cas, l'aménagement du site après exploitation doit prendre en compte l'aspect paysager.



ANNEXE XI à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396  
LOCALISATION DES PIEZOMETRES ET FORAGES

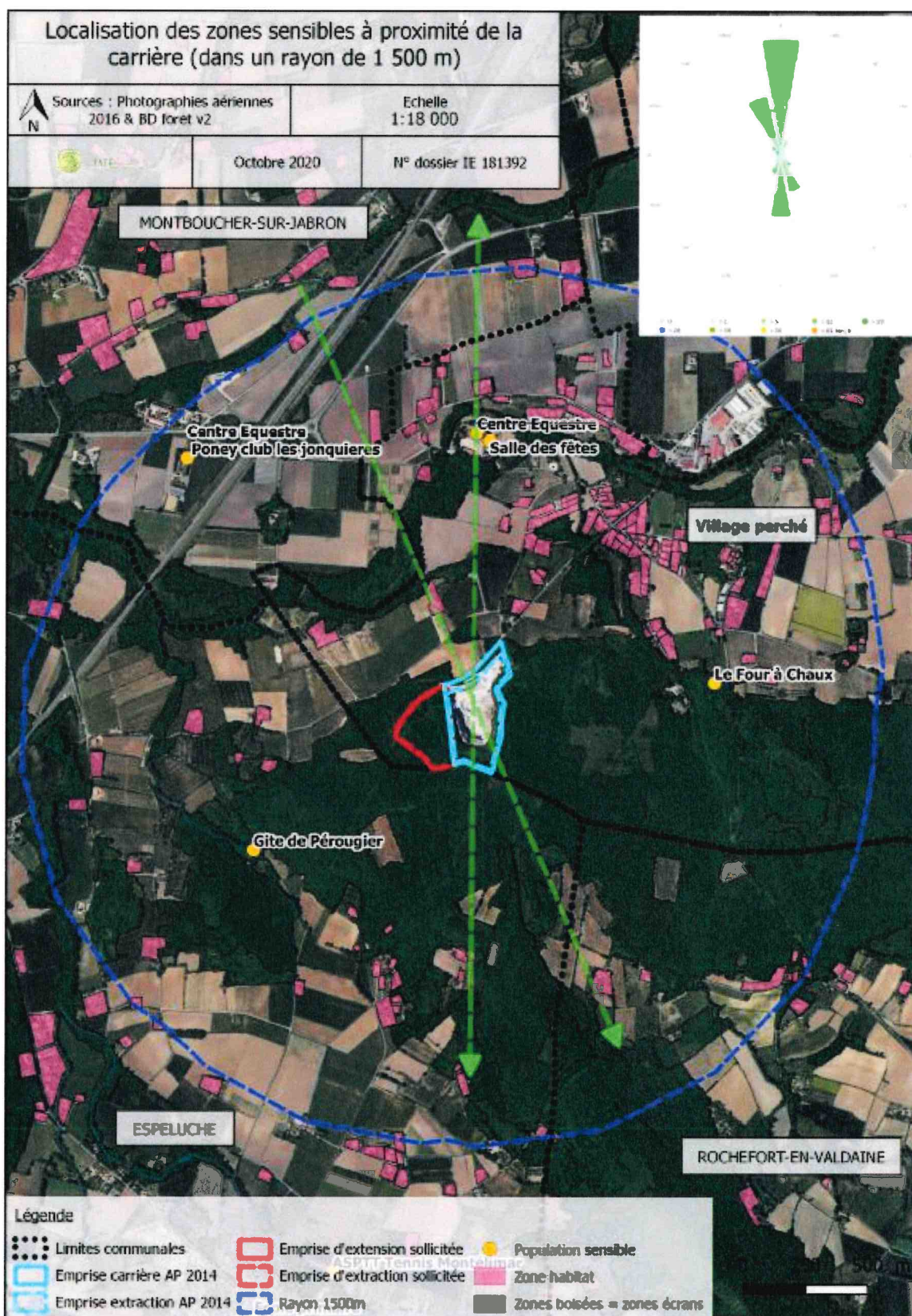


Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUL. 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Cyril MOREAU



ANNEXE XII à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
POINTS DE MESURE DES POUSSIÈRES



Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
**Valence, le 31 JUL. 2024**

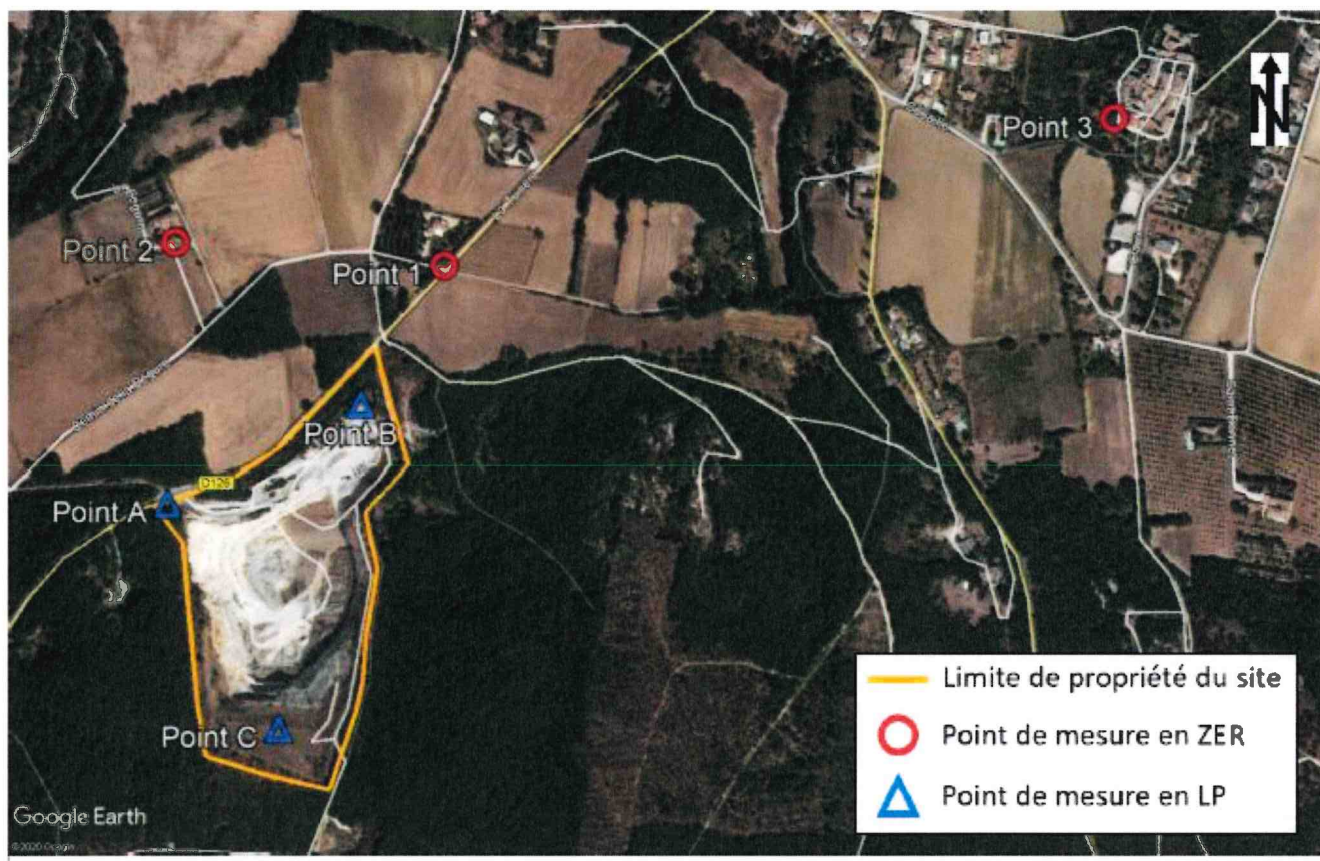
Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU





ANNEXE XIII à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
**POINTS DE MESURE DU BRUIT**

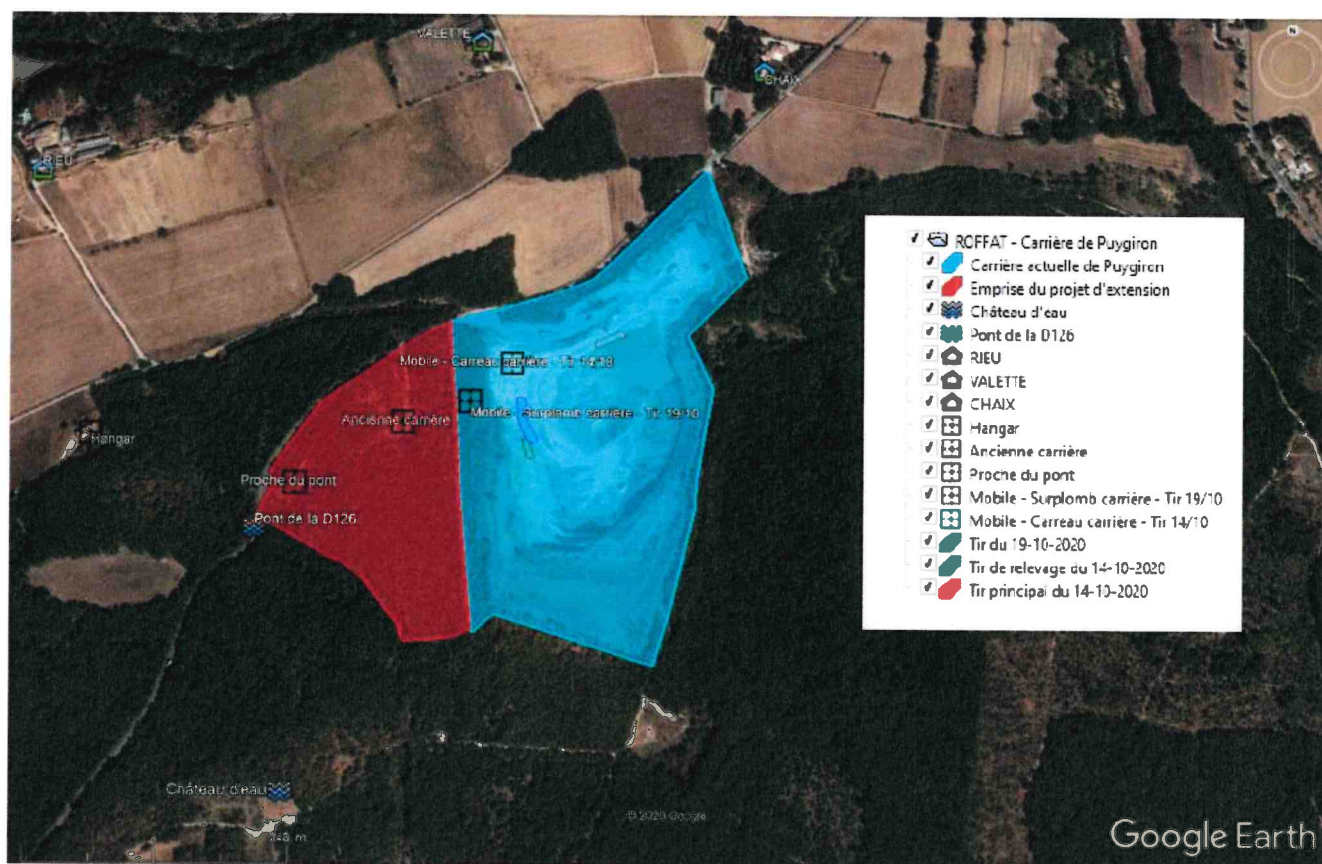


Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUL. 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général  
Cyril MOREAU



**ANNEXE XIV à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
POINTS DE MESURE DES VIBRATIONS**



**Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUL. 2024**

**Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général**

**Cyril MOREAU**

ANNEXE XV à l'arrêté préfectoral n°20240417-DEC-DACA0396 du  
**GARANTIES FINANCIÈRES**

**Article 1. Périodicité**

La durée de l'autorisation est divisée en six périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

**Article 2. Montant**

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chaque période est fixé à :

- période 1 (0 à 5 ans) :	361 956 €
- période 2 (6 à 10 ans) :	388 681 €
- période 3 (11 à 15 ans) :	395 139 €
- période 4 (16 à 20 ans) :	371 179 €
- période 5 (21 à 25 ans) :	375 237 €
- période 6 (25 à 30 ans) :	225 591 €

Vu pour être annexé à l'arrêté  
préfectoral en date de ce jour  
Valence, le 31 JUL. 2024

Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

La période 6 se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par arrêté préfectoral.

Indice TP01 utilisé : 130,1 (mai 2024) et TVA : 20 %

**Article 3. Acte de cautionnement**

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 et porte sur une durée minimale de 2 ans. Celle-ci peut exceptionnellement être réduite pour la dernière phase, en rapport avec l'échéance de l'autorisation.

**Article 4. Notification de la constitution des garanties financières**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir à la DREAL – Unité interdépartementale Drôme-Ardèche, un acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières.

**Article 5. Renouvellement des garanties financières**

L'exploitant adresse à la DREAL–Unité interdépartementale Drôme-Ardèche le document établissant le renouvellement des garanties financières pour le montant correspondant à la tranche suivante au plus tard 6 mois avant la fin de leur échéance. Il notifie en même temps la situation de l'exploitation et l'achèvement des opérations de remise en état prévues pour la dernière tranche quinquennale.

**Article 6. Arrêt de l'exploitation**

L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation. L'exploitant notifie à cette date à la direction départementale de la protection des populations de la Drôme l'arrêt des extractions conformément aux dispositions de l'article 8.1 du présent arrêté.

L'obligation de garanties financières n'est pas limitée à la durée de validité de l'autorisation. Elle est levée après la cessation d'exploitation de la carrière, et après que les travaux de remise en état ont été réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-6 du Code de l'Environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès verbal de récolement.

En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, l'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation du Maire.

**Article 7. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01. Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. À compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année n ( $C_n$ ) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

avec :

- $C_R$  : montant de référence des garanties financières.
- $\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- $\text{Index}_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral : 116,4.
- $\text{TVA}_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.
- $\text{TVA}_R$  : taux de la TVA utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral (20 %).

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état ainsi qu'une modification des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

#### **Article 8. Appel aux garanties financières**

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L.171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

#### **Article 9. Sanctions**

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités et sanctions prévues à l'article L.171-8 de ce Code.

Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunération de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

**Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.173-1 du Code de l'environnement.**